

Rapport d'activité du Conseil national du numérique **2014-2015**

À l'attention du **Président de la République**,
du **Premier ministre**, du **ministre de l'Économie**,
de l'Industrie et du Numérique
et de la **secrétaire d'État chargée du Numérique**

mars 2015



Note de synthèse

La transformation numérique requiert une politique ambitieuse, cohérente et concertée. Le Conseil national du numérique s'est engagé, au travers de ses différents travaux et particulièrement à l'occasion de la concertation nationale "Ambition numérique", à la co-construction d'une telle vision politique, sur la base de démarches d'intelligence collective innovantes et transparentes.

Les précédents travaux du Conseil national du numérique en 2013 et 2014 avaient d'ores et déjà abouti au constat qu'il était nécessaire de développer une vision d'ensemble pour le numérique.

Ce besoin a été rappelé par le CNNum dans son avis de juillet 2014 sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme, qui avait soulevé d'importantes inquiétudes auprès des acteurs du numérique. Toute législation ou action gouvernementale traitant de sujets aussi fondamentaux que celui des libertés individuelles, se doit d'être construite sur une vision holistique, en mesure de dépasser les silos et intérêts particuliers. Une telle vision ne pouvait que se baser sur une large concertation, qui s'adresse autant au grand public qu'à l'écosystème numérique. A la suite d'une saisine du Premier ministre, le Conseil national du numérique a mené cette concertation afin d'ouvrir le débat dans l'espace public, de permettre un échange autour des différents diagnostics sur les enjeux du numérique et de définir des objectifs communs pour construire une vision partagée et ambitieuse¹.



La concertation nationale en quelques chiffres

4 thèmes - 26 consultations

17 678 contributions en ligne

5000 participants dont :

- Plus de 2500 contributeurs
- Plus de 2 800 participants aux journées contributives dont 1 500 en livestream via Glowbl.

70 ateliers relais organisés sur le territoire

¹ le dispositif de la concertation : <http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/10/Infographie-Dispositif-g%C3%A9n%C3%A9ral.pdf>

Le rapport et les recommandations du Conseil issus de cette concertation ont été rendus publics le 18 juin 2015.

Le Conseil national du numérique a, tout au long de cette année, alimenté les grands débats publics autour du numérique dans des domaines très variés, de la régulation des plateformes à l'éducation, en passant par l'ouverture des données publiques.

Le Conseil s'est engagé tout au long de cette année à poursuivre le travail effectué précédemment, en accordant une attention particulière au suivi des propositions issues des saisines de l'année 2013-2014. Suite à la remise des rapports, de nombreuses actions ont été engagées :

Neutralité du net²

- **4 avril 2014** : Le Conseil national du numérique salue l'adoption par le Parlement européen de dispositions en faveur de la neutralité d'Internet³ ;
- **18 mars 2014** : Suite au vote sur la neutralité du net au Parlement européen, le CNNum rappelle ses recommandations⁴.

Fiscalité du numérique⁵

- **Au niveau européen** : en mai 2014, le groupe d'experts de la Commission, présidé par Vitor GASPAR a publié son rapport sur la fiscalité du numérique⁶. Ce travail d'analyse a insisté sur la nécessité de faire lever sur les négociations internationales et d'intégrer les problématiques numériques au projet européen de l'ACCIS (Assiette Commune Consolidée de l'Impôt sur les Sociétés). En janvier 2015, le principe de destination est rendu applicable pour la TVA sur les services électroniques. En mars 2015, le Commissaire Pierre MOSCOVICI a présenté un paquet sur la transparence fiscale, prévoyant d'améliorer le partage d'informations entre Etats-membres⁷. Un paquet sur la refonte de plusieurs règles fiscales est prévu pour juin 2015.
- **Au niveau français** : France Stratégie a lancé, en co-pilotage avec le CNNum, un appel à projet pour la réalisation d'une étude économique sur les implications fiscales

² <http://www.cnnumerique.fr/neutralite/>

³ http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/04/2014-04-04_CPNN.pdf

⁴ http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/03/2014-03-14_CNNum_CP1.pdf

⁵ <http://www.cnnumerique.fr/fiscalite/>

⁶ pour accéder au rapport :

http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/gen_info/good_governance_matters/digital/report_digital_economy.pdf

⁷ voir par exemple la proposition de directive de la Commission sur l'échange d'informations fiscales : http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/company_tax/transparency/com_2015_135_fr.pdf

du numérique. Le projet a démarré en mai 2014. L'étude a été menée par un groupe de chercheurs de l'Ecole d'Economie de Paris (PSE), l'Ecole d'Economie de Toulouse (TSE) et l'Institut Mines-Telecom et publiée en mars 2015⁸. Elle constitue un point d'étape encourageant et donnant à la France et à l'Europe les moyens de renforcer leurs arguments dans les négociations au sein de l'OCDE. Des modèles fiscaux innovants ont été proposés, fondés sur des analyses économétriques poussées.

Inclusion⁹

- Audition de Valérie PEUGEOT, Vice-présidente du CNNum, par la mission parlementaire portant sur l'adaptation du service universel des télécommunications¹⁰ ;
- Lancement par Axelle LEMAIRE d'une consultation sur un label de qualité pour promouvoir la médiation numérique dans les territoires - mise en oeuvre par la Délégation aux usages d'Internet¹¹
- Création de l'Agence du numérique, comprenant la mission Très Haut Début, la mission French Tech et la Mission Services et Usages¹² ;
- Ouverture, dans le cadre de la concertation nationale sur le numérique, des consultations sur la société numérique inclusive et sur la transformation des relations administrations-usagers¹³.

Le Conseil s'est enfin lancé dans de nouveaux travaux. Il a co-organisé la Conférence de Paris sur l'Open Data avec la mission Etalab le 24 et 25 avril 2014 à l'occasion de l'adhésion de la France à l'*Open Government Partnership*. Il a été saisi par le Gouvernement sur le volet numérique du TTIP, la neutralité des plateformes, la santé ou encore les dispositions relatives au renforcement de la lutte contre le terrorisme du projet de loi de programmation militaire. Il s'est également auto-saisi sur le sujet de l'éducation, qu'il a identifié comme point nodal des enjeux numériques, notamment dans la continuité des travaux menés dans le cadre du rapport inclusion "Citoyens d'une société numérique".

Conférence de Paris sur l'Open Data et l'Open Government¹⁴

Organisée par le Conseil national du numérique, la mission Etalab (Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique), et placée sous le Haut - Patronage du Premier Ministre, La Conférence de Paris a réuni pour la première fois des acteurs français et

⁸ <http://www.youscribe.com/catalogue/tous/les-etudes-des-economistes-sur-la-fiscalite-du-numerique-2550823>

⁹ <http://www.cnnumerique.fr/inclusion/>


¹⁰ http://www.economie.gouv.fr/files/rapport_pierre_camani_fabrice_verdier_17102014.pdf

¹¹ <http://consultation.mediation-numerique.fr/>

¹² <http://www.economie.gouv.fr/creation-agence-du-numerique>

¹³ <http://contribuez.cnnumerique.fr>

¹⁴ <http://www.cnnumerique.fr/confparis/>



internationaux - chercheurs, entrepreneurs, membres des administrations, société civile, praticiens et ambassadeurs de l'open data, startups, développeurs, associations, territoires. Elle a été l'occasion d'échanger sur les avancées que permet l'open data en matière de transparence de la vie publique, de nouveaux pouvoirs pour la société civile, et de nouvelles dynamiques économiques.

Volet numérique du projet de partenariat transatlantique dit “TTIP” (remis le 7 mai 2014)¹⁵

Le Conseil a contribué à définir, durant le travail qu'il a mené sur le traité transatlantique, les positions et les valeurs que la France doit porter au niveau de l'Union européenne afin de faire du volet numérique de ce traité un atout. Un certain nombre de thématiques précises ont ainsi été abordées, telles que les marchés publics, la propriété intellectuelle, les données, la concurrence, le commerce électronique et la cybersécurité. Le Conseil a insisté sur la nécessité d'améliorer la transparence du processus de négociation ainsi que la pédagogie autour de ces enjeux cruciaux.

Plateformes (rapport voté le 20 mai 2014)¹⁶

Le Conseil a insisté dans ce rapport sur la nécessité de s'assurer que les plateformes, structurantes pour l'environnement numérique, restent durablement au service de l'innovation et du respect des libertés. Les recommandations du CNNum visaient à ce que le formidable développement de ces géants numériques ne tarisse pas les dynamiques de création, d'expression et d'échange sur Internet.

Quatre volets de recommandations prioritaires sont développés dans le rapport :

1. Renforcer l'effectivité des droits sur les plateformes numériques ;
2. Assurer la loyauté du système des données, nouveau continent économique et social à organiser ;
3. Investir massivement dans les compétences et les connaissances, condition indispensable pour la compétitivité et l'équilibre des relations entre plateformes, partenaires et usagers ;
4. Créer les conditions pour faire émerger des alternatives et offrir des perspectives à de nouveaux entrants.

¹⁵ <http://www.cnnumerique.fr/ttip/>

¹⁶ <http://www.cnnumerique.fr/plateformes/>

Lutte contre le terrorisme (avis du 15 juillet 2014)¹⁷

Dans son avis sur l'article 9 du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme, concernant l'introduction en droit français d'une procédure de blocage administratif des sites provoquant à la commission d'actes terroristes ou en faisant l'apologie, le Conseil a considéré que :

- le dispositif de blocage proposé était techniquement inefficace et inadapté aux enjeux de la lutte contre le recrutement terroriste ;
- en minimisant le rôle de l'autorité judiciaire, il n'offrait pas de garanties suffisantes en matière de libertés.

Le Conseil a en outre formulé un certain nombre de recommandations lui paraissant plus adaptées pour améliorer le dispositif de lutte contre le terrorisme. Ces recommandations rejoignent l'avis n°5-2013 du Conseil national du numérique sur les libertés numériques¹⁸.

Éducation (octobre 2014)¹⁹

Après le rapport "Citoyens d'une société numérique" qui analysait le numérique comme un levier de l'inclusion sociale et du pouvoir d'agir (novembre 2013), le Conseil national du numérique a identifié l'éducation comme un point nodal. Il s'est donc auto-saisi sur le sujet et a constitué un groupe de travail, piloté par Sophie PÈNE, qui a débouché sur le rapport "Éducation et numérique : Jules Ferry 3.0 - Bâtir une école créative et juste dans un monde numérique".

Ce rapport a été le fruit de longs mois de travail au cours desquels plus de cent personnes ont été rencontrées - à l'occasion de journées contributives, de tables rondes, etc. Les 40 recommandations du rapport s'articulent autour de deux grands axes :

- Ce qu'il faut enseigner et comment : informatique, littératie, humanités numériques ;
- Comment re-dessiner le tissu éducatif : école en réseau, nouvelles industries de la formation, recherche, startups, etc.


L'année 2015 permettra d'assurer l'exploitation des travaux précédents du CNNum, notamment le suivi de la concertation nationale, et d'engager de nouveaux travaux sur la santé et le travail

Les objectifs prioritaires de l'année à venir seront d'assurer la mise en oeuvre des recommandations du rapport "Ambition numérique", autant dans les annonces législatives que dans le plan d'action national, européen et international. Il s'agira de continuer à nourrir le débat public par les recommandations des rapports déjà publiés ainsi que des rapports à venir.

¹⁷ <http://www.cnnumerique.fr/terrorisme/>

¹⁸ <http://www.cnnumerique.fr/libertes-numeriques/>

¹⁹ <http://www.cnnumerique.fr/education-2/>



Enfin, deux sujets qui ont fait l'objet de consultations dans le cadre de la concertation seront approfondis par les membres du Conseil : la santé et le travail.

Santé

Le Conseil va être amené à poursuivre les travaux engagés en 2014 relatifs à la santé à l'heure du numérique : il a été en effet saisi en février 2014 par la ministre des affaires sociales et de la santé, Marisol Touraine²⁰ sur le rôle des outils numériques au service de la prévention et de la promotion en santé, notamment auprès des jeunes ; et plus largement sur les apports du numérique pour contribuer à répondre aux objectifs de santé publique (reconfiguration de l'offre de soins, renforcement de la démocratie sanitaire, etc.). En 2014, ces questions avaient fait l'objet de quatre tables rondes et d'une journée contributive organisées par le Conseil, puis ont été en partie mises en débat à travers la concertation.

Travail et Emploi

Le Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, François Rebsamen, a saisi le Conseil national du numérique le 8 décembre 2014²¹ sur les métiers du numérique, les pratiques numériques des services publics de l'emploi et l'impact de l'automatisation et de la numérisation sur le travail.

²⁰ Le lien vers la lettre de saisine : <http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/04/Saisine-Sant%C3%A9-fev-2014.pdf>

²¹ Le lien vers la lettre de saisine : <http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2012/02/saisine-travail.pdf>

Sommaire

[Note de synthèse](#)

[Sommaire](#)

[1. À propos du Conseil national du numérique](#)

[1.1. Décrets du Conseil national du numérique](#)

[1.2. Composition du Conseil national du numérique](#)

[1.2.1. Au sein du Bureau](#)

[1.2.2. Membres](#)

[1.2.3. Membre de la session élargie](#)

[1.2.4. Membres du Secrétariat Général \(au 31 mars 2015\)](#)

[1.3. Les activités du Conseil national du numérique](#)

[1.3.1. Organisation du Conseil national du numérique](#)

[2. International et compétitivité numérique](#)

[Volet numérique du projet de partenariat de commerce et d'investissement \(TTIP\)](#)

[3. Plateformes](#)

[Neutralité des plateformes : Réunir les conditions d'un environnement numérique ouvert et soutenable](#)

[4. Lutte contre le terrorisme](#)

[Sur l'article 9 du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme](#)

[5. Éducation et numérique](#)

[Éducation et numérique : Jules Ferry 3.0 - Bâtir une école créative et juste dans un monde numérique](#)

[6. Concertation nationale sur le numérique](#)

[La grande concertation nationale sur le numérique](#)

[Annexes](#)

[Liste des interventions publiques, auditions et rendez-vous du Conseil](#)

[Liste des réunions tenues depuis mars 2014](#)

[Note budgétaire](#)

[Lettres de saisine](#)

[Listes des personnes auditionnées](#)

[Sources et liens utiles](#)

1. À propos du Conseil national du numérique

1.1. Décrets du Conseil national du numérique

Le Conseil national du numérique est une commission consultative indépendante, créée par le décret n° 2011-476 du 29 avril 2011²². Ses missions ont été redéfinies et étendues par le décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012²³ du Président de la République, présenté en Conseil des ministres le 12 décembre 2012.

Le Conseil national du numérique a pour mission de formuler de manière indépendante et de rendre publics des avis et des recommandations sur toute question relative à l'impact du numérique sur la société et sur l'économie. A cette fin, il organise des concertations régulières, au niveau national et territorial, avec les élus, la société civile et le monde économique. Il peut être consulté par le Gouvernement sur tout projet de disposition législative ou réglementaire dans le domaine du numérique.



Une plénière du Conseil national du numérique

²² Décret n°2011-476 du 29 avril 2011 portant création du Conseil national du numérique : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023928752&dateTexte=&categorieLien=id>

²³ Décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 relatif au Conseil national du numérique : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026767396>

1.2. Composition du Conseil national du numérique

Les membres de sa formation plénière ont été nommés, pour un mandat de trois ans, par le décret du 17 janvier 2013 portant nomination au Conseil national du numérique²⁴. La formation plénière comprend 30 personnalités du numérique provenant d'horizons multiples : recherche, enseignement, la société civile, médias, entreprise, etc. La parité est assurée. La session élargie comprend des membres nommés au titre des assemblées et des collectivités.

Les biographies des membres sont détaillées sur le site du Conseil : www.cnnumerique.fr/membres

1.2.1. Au sein du Bureau

- M. Benoît THIEULIN, Président, Fondateur et Directeur de l'agence digitale La Netscouade
- Mme Christine BALAGUE, vice-présidente libertés et droits fondamentaux, titulaire de la Chaire "réseaux sociaux" à l'Institut Mines-Télécom
- M. Godefroy BEAUVALLET, vice-président services publics et vie citoyenne, AXA Group Head of Ecosystem et maître de conférence associé à Télécom ParisTech
- M. Tariq KRIM, vice-président écosystème et innovation, Fondateur et PDG de Jolicloud
- Mme Valérie PEUGEOT, vice-présidente transition numérique et société de la connaissance, Chercheuse à Orange Labs, en charge des questions de prospective au sein du laboratoire de sciences humaines et sociales

1.2.2. Membres

- M. Serge ABITEBOUL, Directeur de Recherche INRIA, Membre du laboratoire CNRS LSV à l'ENS Cachan
- Mme Nathalie ANDRIEUX, Membre du Conseil de surveillance et du comité d'audit de Lagardere SCA
- M. Ludovic BLECHER, Directeur du Fonds pour l'Innovation Numérique de la Presse Google & AIPG
- M. Michel BRIAND, Responsable de la formation à Télécom Bretagne et acteur des réseaux coopératifs
- Mme Virginia CRUZ, Directrice adjointe de l'agence IDSL et enseignante à l'Ecole Polytechnique
- M. Pascal DALOZ, DGA de Dassault Systèmes, en charge de la stratégie et du développement
- Mme Marylène DELBOURG-DELPHEIS, PDG de Talent Circles
- M. Stéphane DISTINGUIN, Fondateur et Président de FaberNovel, Président du pôle de compétitivité Cap Digital Paris Région
- Mme Marie EKELAND, Co-Présidente de France Digitale et Fondatrice de daphni

²⁴ <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026954791>

- Mme Virginie FAUVEL, Directrice Unité Digital et Market Management d'Allianz
- M. Cyril GARCIA, Directeur Général de Capgemini Consulting
- Mme Audrey HARRIS, PDG de Soubis
- M. Francis JUTAND, Directeur Scientifique de l'Institut Mines Télécom en charge de la recherche et de l'innovation
- M. Daniel KAPLAN, Co-fondateur et Délégué général de la Fondation pour l'Internet Nouvelle Génération (FING)
- Mme Laurence LE NY, Directrice Musique et Culture du groupe Orange
- M. Tristan NITOT, Directeur produit à Cozy Cloud
- Mme Sophie PENE, Professeur à l'Université Paris Descartes
- Mme Nathalie PUJO, Directrice de Hachette Tourisme
- Mme Lara ROUYRES, Entrepreneur, co-fondatrice et CEO de Selectionnist et co-fondatrice de Livingsocial
- M. Jean-Baptiste RUDELLE, Fondateur et Président de Criteo
- Mme Cécile RUSSEIL, Directrice juridique, Groupe Ubisoft Entertainment
- Mme Nathalie SONNAC, Professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Panthéon-Assas, membre jusqu'au 28 janvier 2015
- M. Bernard STIEGLER, Philosophe, Président de l'association Ars Industrialis, Directeur de l'Institut de la Recherche et de l'Innovation du Centre Georges Pompidou (IRI)
- M. Marc TESSIER, Administrateur de VidéoFutur
- Mme Brigitte VALLEE, Directrice de recherche au CNRS

1.2.3. Membres de la session élargie

La session élargie du Conseil national du numérique comprend 9 membres supplémentaires nommés :

Au titre des deux assemblées :

- M. Bruno RETAILLEAU, Sénateur de Vendée
- M. Pierre CAMANI, Sénateur du Lot-et-Garonne
- Mme Laure de la RAUDIERE, Députée d'Eure-et-Loir
- M. Christian PAUL, député de la Nièvre.

Au titre des collectivités territoriales :

- M. John BILLARD, Maire du Favril (Eure-et-Loir)
- M. Claudy LEBRETON, Président du Conseil général des Côtes-d'Armor
- Mme Pascale LUCIANI-BOYER, adjointe au Maire de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne)
- M. Henri NAYROU, Député honoraire, ancien Président de l'Association Nationale des Elus de la Montagne (ANEM)
- M. Akim OURAL, conseiller communautaire pour Lille Métropole, en charge de l'économie numérique, Ville de Lille

1.2.4. Membres du Secrétariat Général (au 31 mars 2015)

Le pilotage est assuré par le Secrétariat Général :

- M. Yann BONNET, Rapporteur général
- Mme Somalina PA, Rapporteur général adjoint
- M. Charly BERTHET, Rapporteur (vacataire)
- Mme Mathilde BRAS, Rapporteur
- Mme Rosemarie CESAIRE-GEDEON, Responsable logistique et financière
- Mme Camille HARTMANN, Rapporteur (vacataire)
- Mme Judith HERZOG, Rapporteur
- M. Jean-Baptiste SOUFRON, Secrétaire général (jusqu'au 28 février 2015)

1.3. Les activités du Conseil national du numérique

1.3.1. Organisation du Conseil national du numérique

1.3.1.1. La formation plénière

La formation plénière comprend l'ensemble des 30 membres du Conseil national du numérique.

Une réunion plénière est tenue une fois par mois et permet :

- D'informer l'ensemble des membres sur l'avancement des différents groupes de travail, sur la tenue d'un événement ou d'une réunion extérieure
- De discuter de nouvelles opportunités de saisines
- De délibérer autour des avis, décisions, et rapports soumis par un groupe de travail
- De voter ces avis, décisions, et rapports avant leur publication et remise officielle

Au quotidien, la formation plénière communique par voie électronique sur les différents sujets d'actualité, participant d'une prise de décision collective rapide sur les actions à réaliser.

1.3.1.2. La formation élargie

La formation élargie comprend les 30 membres de la formation plénière ainsi que les membres nommés au titre des assemblées et des collectivités territoriales.

Elle se réunit une fois par an, en présence du Secrétariat général, afin de définir le programme de travail du Conseil.

1.3.1.3. Le Bureau

Composé du Président (Benoît Thieulin) et des quatre Vice-présidents (Christine Balagué, Godefroy Beauvallet, Tariq Krim, Valérie Peugeot), le Bureau est l'instance de pilotage des actions du Conseil, aux fins d'organiser la vie quotidienne du Conseil. A ce titre, Il se réunit de façon hebdomadaire en présence du Secrétariat général. Si cela est nécessaire, le Président peut inviter d'autres membres à y participer, afin qu'ils présentent un projet ou mettent à jour le bureau sur l'activité d'un groupe de travail ou d'un projet.

De façon générale, le Bureau définit les priorités qui seront abordées, avec l'ensemble des membres et du Secrétariat général, lors de la réunion plénière mensuelle. Il donne, également, les grandes orientations à suivre pour les travaux présents et futurs du Conseil. La veille de l'actualité est centrale, puisqu'elle permet au Bureau, de prendre position et, éventuellement, de définir les actions à mettre en œuvre dans le cadre des missions dédiées au Conseil. Il est aussi en charge de représenter activement le Conseil auprès des parties prenantes, de l'administration, et des décideurs publics (cabinets ministériels, élus, etc.).

1.3.1.4. Les groupes de travail

Dans le cadre de chaque saisine ministérielle ou auto-saisine, un groupe de travail est constitué. Il est composé d'un groupe de cinq à quinze membres et soutenu par une équipe du Secrétariat général. A l'intérieur des Groupes de travail, un membre du Conseil est désigné "membre pilote" afin de structurer et coordonner ladite saisine.

Le Groupe de travail se réunit le plus régulièrement possible pour faire le suivi des travaux réalisés sur la saisine. Il est aussi en charge de rencontrer les acteurs de terrain nécessaires et indispensables à la réalisation et légitimité de l'avis.

1.3.1.5. Le Secrétariat général

Le Secrétariat général fournit ses moyens au Conseil. Il est en charge de l'organisation des réunions plénières, des réunions de bureau, et des réunions d'équipes, du pilotage des groupes de travail formés dans le cadre des saisines et auto-saisines (organisation des réunions contributives, prises de rendez-vous, travail de recherche, aide à la rédaction des documents, rédaction des comptes rendus des réunions publiques, etc.), et de la communication autour des activités du Conseil auprès de l'administration, des parties prenantes et de la presse.

Il est composé d'un Secrétaire général, d'un Rapporteur général, d'un Rapporteur général adjoint, de quatre Rapporteurs et d'une assistante de direction. Le Secrétariat général se

réunit avec le Président une fois par semaine dans le cadre d'une réunion d'équipe afin de définir le programme de travail et les actions à entreprendre dans la semaine.

Les activités du Secrétariat général sont stratégiques pour le Conseil. Il soutient la structure au quotidien, par ses fonctions d'animation, d'instruction technique, voire de prospective.

Communication et animation du réseau du Conseil

Le Secrétariat général anime le réseau élargi du Conseil national du numérique grâce aux outils de communication qu'il s'attache à développer afin de construire un débat public et collaboratif autour des sujets sur lesquels il est sollicité :

- **Le site internet**²⁵ : il contient l'ensemble des documents publiés par le Conseil (avis, rapports, décisions, communiqués de presse), ainsi que des pages spécifiques aux différentes saisines du Conseil, invitant l'ensemble des parties prenantes à contribuer aux concertations. Toutes les semaines, le Conseil publie un agenda institutionnel non exhaustif, rassemblant les rendez-vous législatifs et événements relatifs à l'écosystème numérique français et international, via l'agenda collaboratif Open Agenda (anciennement Cibul)²⁶ ;
- **Les réseaux sociaux** : le Conseil s'attache à une transparence maximale autour de ses activités – groupes de travail, réunions contributives, etc. – et anime des comptes Twitter²⁷, Facebook²⁸, Flickr²⁹ et Dailymotion³⁰ afin de porter les messages du Conseil auprès du grand public et des médias. Lors des réunions contributives, des fils Twitter sont créés, permettant aux participants de prolonger leurs débats. Les membres du Conseil, ainsi que des personnalités extérieures, n'hésitent pas à enrichir le Conseil en relayant des articles de presse, des études, etc. ;
- **L'animation de l'écosystème numérique français** : le Secrétariat général soutient le Conseil national du numérique afin qu'il soit représenté et entendu lors d'événements et de rencontres relatives au numérique, en France, et quand cela est possible, à l'étranger. Les membres du Conseil et en particulier son président, Benoît Thieulin, participent régulièrement à des débats afin de porter les messages et recommandations produits dans les avis du Conseil. Tous les membres du Conseil sont également sollicités pour leur expertise sur tel ou tel enjeu ; le Secrétariat général peut les assister dans l'élaboration d'éléments de langage, de notes techniques, ou l'organisation d'actions de communication *ad hoc*.

Veille, prospective et travail collaboratif

²⁵ Le site Web du Conseil : www.cnnumerique.fr


²⁶ Lien vers l'agenda Cibul : <https://cibul.net/agendanumerique>

²⁷ Lien vers le compte Twitter : <https://twitter.com/CNNuM>

²⁸ Lien vers la page Facebook : <https://www.facebook.com/cnnumerique.fr>

²⁹ Lien vers le compte Flickr : <https://www.flickr.com/photos/cnnum/>

³⁰ Lien vers le compte Dailymotion : <http://www.dailymotion.com/cnnumeriquefr>




Le Secrétariat général intervient en soutien au Conseil dans la réalisation du travail de fond des groupes de travail. Au-delà d'organiser la logistique des réunions et rendez-vous, il constitue le « bureau d'études » du Conseil national du numérique, et ce à plusieurs égards :

- **Le cadrage des saisines** : lorsque le Conseil est saisi d'un sujet, le Secrétariat général, et plus spécifiquement ses rapporteurs, réalisent un travail préparatoire des saisines. Cela passe par des recherches documentaires, des comparaisons internationales, des rapports d'étonnement, qui permettent par la suite aux groupes de travail de mieux délimiter le périmètre d'une saisine et d'en définir les étapes. Il s'engage à assurer la transdisciplinarité des recherches et à fournir aux membres suffisamment de matière pour avancer dans l'élaboration des recommandations ;
- **L'accompagnement des groupes de travail** : l'équipe du Secrétariat général assure la coordination du travail des groupes en organisant les réunions contributives (logistique, achats, relations avec les prestataires), rédigeant les comptes rendus, et proposant des actions. Il est en contact permanent avec les membres et s'attache à offrir aux membres, bénévoles et souvent pris par leurs responsabilités professionnelles, un cadre de travail efficace, favorable au travail collaboratif et à l'enrichissement mutuel ;
- **La rédaction des rapports, avis, et décisions** : en collaboration avec les membres des groupes de travail, le Secrétariat général contribue au travail rédactionnel des rapports, avis et décisions, et produit des documents de communication et des contenus sur le site et les réseaux sociaux ;
- **Le travail de veille et de prospective** : au quotidien, le Secrétariat général est également très actif dans le travail de veille et de prospective (veille presse, institutionnelle, législative, etc.). sur tous les sujets ayant trait au numérique. Cela permet aux membres du Conseil d'être alertés quotidiennement et de déterminer la pertinence de certaines actions (réactions par communiqué de presse, rendez-vous, création d'un groupe de travail *ad hoc*, etc.).

1.3.1.6. Les journées contributives

Les sujets dont est saisi le Conseil impliquent de nombreux acteurs aux intérêts parfois divergents. Afin de comprendre les enjeux et positions en présence et pour favoriser le dialogue entre les parties prenantes, le Conseil a choisi de mener des concertations ouvertes dans le cadre de ses saisines. Cette méthode collaborative, s'appuyant la plupart du temps sur des supports infographiques *ad hoc*, va de paire avec une animation dynamique des échanges et permet au Conseil de proposer des recommandations qui découlent de débats constructifs.

Ceux-ci prennent la forme de “journées contributives”, organisées lors de demi-journées, et s'apparentent à des ateliers de travail, réunissant l'ensemble des acteurs ayant accepté de participer aux débats. Ces rencontres constituent des alternatives complémentaires à un système d'auditions individuelles, souvent répétitives et moins



constructives que des discussions participatives. Le “ticket d’entrée” pour participer à ces ateliers est la remise par les parties prenantes d’une contribution écrite préalable en réponse à des questions relatives à la saisine, permettant de s’assurer de la qualité des débats d’une part, et de la diversité des positions représentées d’autre part .

Les journées contributives ont d’ores et déjà fait leurs preuves lors des saisines de l’exercice précédent sur la fiscalité du numérique et sur l’inclusion numérique. Le modèle a donc été repris pour les saisines et auto-saisines sur les écosystèmes de plateformes, l’éducation, et la santé.

2. International et compétitivité numérique

Volet numérique du projet de partenariat de commerce et d'investissement (TTIP)³¹

Saisine de la Ministre du Commerce Extérieur

Le 25 juillet 2013, la Ministre du Commerce Extérieur Nicole BRICQ a saisi le Conseil national du numérique (CNNum) afin qu'il émette ses recommandations sur le volet numérique du projet de Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI ou TTIP pour *Transatlantic Trade and Investment Partnership*), en cours de négociation entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

Le Conseil national du numérique a également été invité à participer au comité de suivi stratégique du Partenariat Transatlantique mis en place par la Ministre Nicole BRICQ, qui se réunit régulièrement. Benoît Thieulin y représente le CNNum en sa qualité de Président.

Le 4 octobre 2013, la Ministre Nicole BRICQ a rencontré les membres du Conseil national du numérique, pour leur présenter la saisine et discuter des enjeux.

Groupe de travail et méthodologie

Un groupe de travail interne au CNNum a été mis en place. Il est piloté par Benoît THIEULIN et composé de 7 membres (Godefroy BEAUVALLET, Stéphane Distinguin, Marie EKELAND, Audrey HARRIS, Tariq KRIM, Nathalie PUJO, Marc TESSIER), et accompagnés par le Secrétariat général (Yann BONNET, Rapporteur général, Mathilde BRAS, Rapporteur, Samira ANFI, Rapporteur/stagiaire).

Pendant six mois, le groupe de travail a réalisé une série d'auditions (environ 25, près de 60 personnes auditionnées) et a analysé, en coopération avec les administrations compétentes (Direction Générale du Trésor et Secrétariat général aux affaires européennes), les enjeux du volet numérique du TTIP, les positions offensives et défensives que la France doit porter auprès de la Commission européenne et les actions à mener pour faire du numérique un atout dans la négociation de ce projet de libre-échange.

Conclusions des travaux

Le 20 mars 2014, le Conseil national du numérique a voté à l'unanimité un avis, accompagné de recommandations thématiques répondant à la saisine de la Ministre.

³¹ Tous les documents relatifs à cette saisine sont sur : <http://www.cnnumerique.fr/ttip/>

L'avis et les recommandations du Conseil s'orientent autour de deux axes stratégiques :

- Les positions et les valeurs que la France doit porter au niveau de l'Union européenne pour faire du volet numérique du TTIP un atout, ainsi que sur des thématiques précises (propriété intellectuelle, données, concurrence, convergence réglementaire, commerce électronique, marchés publics, protection de l'investissement, cybersécurité) ;
-
- Les actions de mobilisation de l'écosystème français et européen à entreprendre pour une meilleure inclusion des acteurs économiques à ces négociations.

Le TTIP et son volet numérique sont cruciaux pour l'avenir de l'ensemble de l'économie. Les décideurs doivent l'inscrire dans leurs priorités, et alerter la prochaine Commission de l'ampleur de ces enjeux. Un effort de transparence et de pédagogie est nécessaire, le Conseil est prêt à y participer.


Actions menées depuis la remise

Le rapport du CNNum a permis d'approfondir le travail interministériel sur les enjeux numériques du TTIP. Plusieurs actions ont été entreprises par le CNNum :

- Présentation à Bruxelles (auprès des 28 membres du Comité de Politique Commerciale à la Représentation permanente et rendez-vous à la DG Trade) des conclusions du rapport - Juin 2014 ;
- Participation du CNNum au comité de suivi stratégique et aux réunions avec la société civile, le 16 juin 2014, 28 octobre 2014, 4 décembre 2014, 18 mars 2015 ;
- Participation aux réunions interministérielles organisées par le SGAE dont une en juin 2014. Étaient présents les représentants de la DGMIC, DGT, DGE, SGAE. L'objet de la réunion était de préparer la position de la France dans les négociations, les recommandations issues du rapport du CNNum devraient être largement reprises ;
- Interactions fortes avec l'équipe de la DG Trésor en charge du suivi du dossier (relectures de notes, réunions, etc.) ;
- Présentation à des fédérations professionnelles - notamment le Syntec (juillet 2014).

Le TTIP reste un sujet suivi activement par le CNNum. Quelques points d'actualités :

- Le 22 mai 2014, vote à l'Assemblée nationale d'une résolution européenne demandant plus de transparence et une extrême vigilance sur le projet de traité ;

- 
- Polémique autour de l'ICANN et des appellations géographiques en mai/juin 2014 : le Gouvernement a menacé de bloquer les négociations du TTIP si ses revendications n'étaient pas écoutées, et a appelé la Commission européenne à en faire de même ;
 - Le Secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger Matthias FEKL a renouvelé les initiatives prises par Nicole BRICQ et Fleur PELLERIN en organisant régulièrement des réunions de suivi stratégiques, tant avec les acteurs économiques qu'avec la société civile ;
 - La Commission européenne a amélioré ses actions de transparence, en publiant le mandat de négociation du TTIP³² et en mettant à disposition du public des fiches d'information détaillées³³ ;
 - Les résultats de la consultation de la Commission européenne sur les dispositions de protection des investissements (tribunaux d'arbitrage investisseur-Etat) ont été présentés en janvier 2015³⁴ .

³² Disponible depuis décembre sur le site data.gouv.fr : <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/corpus-de-documents-relatif-aux-negociations-commerciales-internationales-en-cours-ttip-et-ceta/>

³³ Voir <http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1248>

³⁴ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-3201_fr.htm

3. Plateformes

Neutralité des plateformes : Réunir les conditions d'un environnement numérique ouvert et soutenable³⁵

Saisine du Ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique et à la secrétaire d'État chargée du Numérique

Le Conseil a été saisi en juillet 2013, par Pierre MOSCOVICI – alors Ministre de l'Economie et des Finances -, Arnaud MONTEBOURG, Ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique et Fleur PELLERIN – alors Ministre déléguée, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique ; dans le cadre de la procédure antitrust relative à Google à la Commission européenne et sur l'approfondissement de sa réflexion sur la neutralité des plateformes.

Groupe de travail et méthodologie

Un groupe de travail interne au CNNum a été mis en place. Il est piloté par *Francis JUTAND*, membre du Conseil et composé de *Benoît THIEULIN*, Président du Conseil, *Serge ABITEBOUL*, *Nathalie ANDRIEUX*, *Pascal DALOZ*, *Nathalie PUJO*, *Lara ROUYRES*, *Nathalie SONNAC*, *Marc TESSIER*, membres du Conseil ; *Jean-Baptiste SOUFRON*, Secrétaire général, *Yann BONNET*, Rapporteur général, *Judith HERZOG*, Rapporteur, *Charly BERTHET*, Rapporteur, avec l'aide de l'ensemble du Secrétariat général.

Une concertation a été conduite de juillet à novembre 2013 par ce groupe de travail. Elle a été organisée sous la forme de quatre vendredis contributifs, temps d'échange et de travail entre les membres du groupe de réflexion du Conseil et des personnalités extérieures reconnues pour leurs compétences ou leur implication sur le sujet. En parallèle, une série de consultations a été menée pour recueillir l'analyse d'économistes, de juristes et de praticiens du Web. L'avis et les documents qui l'accompagnent sont d'abord le fruit de ces sessions riches, qui ont impliqué toute la diversité des parties prenantes et regroupé plus d'une centaine de participants : représentants d'autorités publiques, représentants de grandes plateformes d'Internet, entreprises plaignantes dans la procédure relative à Google, groupements professionnels, entrepreneurs, avocats, chercheurs, etc.

³⁵ Tous les documents relatifs à cette saisine sont sur : <http://www.cnnumerique.fr/plateformes/>

Conclusions des travaux

A l'issue de son travail d'analyse et de consultation, le CNNum a voté le 20 mai 2014 un avis exprimant ses positions et incluant des recommandations pour la France et l'Union européenne pour un environnement numérique ouvert et soutenable à l'heure des plateformes.

L'avis du CNNum relève que l'environnement numérique est concentré autour de grandes plateformes qui se partagent un pouvoir important vis-à-vis de leurs usagers et de leurs partenaires. **En véritables infrastructures, les plateformes jouent – au même titre que les réseaux – un rôle crucial pour atteindre les objectifs de la neutralité d'Internet : ouverture, générativité, soutenabilité.**

Le Conseil insiste sur la nécessité de s'assurer que les plateformes restent durablement au service de l'innovation et du respect des libertés, afin que leur développement ne tarisse pas les dynamiques de création, d'expression et d'échange sur Internet.

Quatre volets de recommandations prioritaires sont développés dans le rapport :

- 1. Renforcer l'effectivité des droits** sur les plateformes numériques ;
- 2. Assurer la loyauté du système des données**, nouveau continent économique et social à organiser ;
- 3. Investir massivement dans les compétences et les connaissances**, condition indispensable pour la compétitivité et l'équilibre des relations entre plateformes, partenaires et usagers ;
- 4. Créer les conditions pour l'émergence d'alternatives** pour offrir des perspectives à de nouveaux entrants ;

En complément de son avis, le Conseil national du numérique formule plusieurs pistes de réflexion déclinant ses préconisations sur la neutralité des écosystèmes de plateformes. Regroupées dans 3 fiches thématiques, elles ont vocation à éclairer l'avis sans toutefois s'y substituer :

Fiche 1 – Les ressources du droit au service de la neutralité ;

Fiche 2 – La loyauté et la soutenabilité du système des données ;

Fiche 3 – La neutralité positive : réunir les conditions d'un Internet ouvert ;

De même, **un rapport annexe d'analyse sur les écosystèmes de plateformes** a été produit en complément de l'avis, sur la base de la concertation organisée par le CNNum dans le cadre de la mission d'assistance confiée à Olivier LE GALL, inspecteur des finances et Émilie HERMET, stagiaire à l'Inspection générale des finances (IGF). Les principales conclusions de ce rapport annexe établissent que :

- 1. La plateforme numérique est l'acteur clé du marché de l'intermédiation**
- 2. La dynamique de développement des plateformes favorise l'émergence d'opérateurs dominants**

Actions menées depuis la remise

Autour du CNNum

- Jean-Baptiste SOUFRON, Yann BONNET Charly BERTHET et Judith HERZOG ont rencontré la DGE et la DGCCRF, missionnés par Arnaud MONTEBOURG pour définir des indicateurs sur le comportement des plateformes, proposés par le rapport du CNNum.
- Rencontre à Bruxelles de la DG COMP, de la DG CONNECT, du Cabinet de José Manuel BARROSO, et du Commissaire en charge du marché intérieur Michel BARNIER.
- Participation du CNNum au groupe de contact dans le cadre de l'étude du Conseil d'Etat sur *Le numérique et les droits fondamentaux*.
- Poursuite des travaux sur les écosystèmes de plateforme dans le cadre de la concertation nationale sur le numérique (consultations sur la *Loyauté entre les acteurs économiques* et sur *La maîtrise des individus sur leurs identités numériques*).

Actions et travaux parallèles

- Mai 2014 : décision de la CJUE, relative au droit au déréférencement (Affaire C-131/12 Google Spain SL, Google Inc. / Agencia Española de Protección de Datos, Mario Costeja González).
- Action collective lancée par Maximilian SCHREMS - une décision de la CJUE sur la question préjudicielle posée par l'autorité de protection des données Irlandaise est attendue.
- Novembre 2014 : lettre commune de la Secrétaire d'Etat en charge du numérique et de Brigitte ZYPRIES appelant la Commission européenne à se saisir du sujet de la loyauté des grandes plateformes Internet pour préserver les conditions d'un marché unique numérique ouvert et non discriminatoire³⁶.
- Mars 2015 : publication du rapport annuel du parlement européen sur la politique de concurrence³⁷, appelant la Commission à évaluer l'adaptation des outils de la politique de concurrence à l'ère du numérique et à les mobiliser de façon à ce qu'ils contribuent au programme pour l'emploi et la croissance, notamment dans le domaine numérique; et développer des outils d'expertise économique et de surveillance du marché au soutien des activités de la Commission.
- Avril 2015 :
 - Procédure antitrust relative à Google : la Commission européenne a adressé une communication des griefs à Google au sujet du service de comparaison de prix, et ouvert une procédure formelle d'examen concernant le système d'exploitation Android³⁸.

³⁶ Voir le communiqué du gouvernement français : <http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/18349.pdf>

³⁷ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+TA+20150310+SIT+DOC+PDF+V0//FR&language=FR>

³⁸ Communiqués de presse, de la Commission européenne relatifs à Google : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-4780_en.htm et à Android : http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-15-4782_en.htm

- En parallèle, la Sénatrice Catherine MORIN-DESSAILLY a soumis un amendement au projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques proposant de réguler le moteur de recherche en France et d'en confier la mission à l'Arcep³⁹.

- **A suivre :**

- Annonce du lancement prochain d'une consultation publique de la Commission européenne sur le enjeux relatifs aux plateformes par le Commissaire Günther OETTINGER, en charge du Marché unique numérique⁴⁰ ;
- Discussion du projet de règlement européen sur la protection des données personnelles ;
- Discussion du Paquet télécom ;
- Discussions Europe - US relatives à la renégociation du Safe Harbor.

³⁹ En savoir plus : http://www.senat.fr/enseance/2014-2015/371/Amdt_995.html

⁴⁰ http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-4653_fr.htm

4. Lutte contre le terrorisme

Sur l'article 9 (devenu article 12) du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme⁴¹

Saisine du Ministère de l'intérieur

Saisi le 25 juin 2014 par le Ministère de l'Intérieur, après un travail d'auditions, le Conseil national du numérique (CNNum) rend public son avis, adopté à l'unanimité sur l'article 9 (devenu article 12) du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme. Ces dispositions prévoient de contourner l'autorité judiciaire en autorisant le blocage par les fournisseurs d'accès ou le retrait par les hébergeurs, sur simple demande administrative en dehors du processus judiciaire, des sites diffusant des propos ou images provoquant à la commission d'actes terroristes ou en faisant l'apologie. Le dispositif prévoit également l'élargissement du champ des outils de notification imposés aux prestataires techniques.

Méthodologie

Afin de rendre un avis le plus éclairé possible dans le court délai imparti, le Conseil a procédé à une quinzaine d'auditions, réunissant des experts du terrorisme (sociologues, journalistes, représentants d'associations), de magistrats et avocats spécialisés, des représentants de la société civile, des membres des services de renseignement et des professionnels du numérique (liste complète disponible en annexe).

Conclusions des travaux

Les dispositions soumises à l'appréciation du Conseil s'inscrivent dans un contexte de multiplication des départs de ressortissants français pour la Syrie et l'Irak - le conflit s'y déroulant ayant un effet d'attractivité sans précédent, notamment sur les jeunes. Le dispositif proposé fait partie du plan gouvernemental visant à renforcer la législation antiterroriste. Il se donne pour objectif de lutter contre le recrutement terroriste en prévoyant la possibilité pour l'autorité administrative de bloquer directement l'accès à certains sites ou contenus.

Dans la lignée de son précédent avis n°5-2013 sur les libertés numériques⁴², le Conseil a considéré que :

- **le dispositif de blocage proposé était techniquement inefficace ;**

⁴¹ Tous les documents relatifs à cette saisine sont sur : <http://www.cnnumerique.fr/terrorisme/>

⁴² En savoir plus sur : <http://www.cnnumerique.fr/libertes-numeriques/>

- **il était inadapté aux enjeux de la lutte contre le recrutement terroriste ;**
- **en minimisant le rôle de l'autorité judiciaire, il n'offrait pas de garanties suffisantes en matière de libertés.**

En élargissant les dispositifs de notification imposés aux prestataires techniques, le dispositif proposé risque de multiplier les régimes d'exception, de réduire la cohérence des lois et de porter atteinte à notre cadre de protection des libertés fondamentales.

Des alternatives plus efficaces et plus protectrices que le blocage administratif auprès des FAI pourraient être mises en œuvre. Le Conseil a tenu à faire une série de propositions en ce sens afin d'aider le travail du gouvernement et des parlementaires.

Le Conseil recommandait notamment de :

- Dans un objectif d'équilibre entre efficacité et protection des libertés, développer des dispositifs mixtes permettant une action coordonnée des autorités judiciaires et administratives, en s'inspirant notamment du mécanisme mis en place en matière de jeux en ligne ;
- Développer la recherche pour mieux comprendre les processus de radicalisation dans leur ensemble, dans l'environnement numérique comme en dehors ;
- Impliquer les acteurs du Web et les plateformes afin d'améliorer la connaissance et l'efficacité des outils de signalement et l'accompagnement des internautes, dans un objectif de littératie ;
- Renforcer la coordination au niveau international, avec des outils concrets tels qu'un équivalent international de PHAROS.

Actions menées depuis la remise

- Réponse en commentaires du cabinet du Ministre de l'Intérieur Bernard CAZENEUVE, le 16 juillet 2014 ;
- Avis défavorable de la Commission de réflexion sur le droit et libertés à l'âge du numérique de l'Assemblée nationale, dans la lignée de l'avis du CNNum, le 22 juillet 2014⁴³.
- **Communiqué de presse du Conseil national du numérique suite à la présentation en Conseil des ministres du projet de loi relatif au renseignement** par le Premier Ministre, en date du 19 mars 2015 : le CNNum s'inquiète d'une

⁴³ En savoir plus : <http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions/numerique/a-la-une/recommandation-sur-le-projet-de-loi-relatif-au-renseignement>

extension du champ de la surveillance et invite à renforcer les garanties et les moyens du contrôle démocratique.⁴⁴

De manière plus précise, le Conseil national du numérique s'inquiète :

- **d'une extension significative du périmètre de la surveillance au regard de l'élargissement des motifs.** Outre la prévention, la surveillance est désormais justifiée par la "*prévention des violences collectives*" ou encore "*la défense des intérêts de la politique étrangère*", deux champs dont les contours flous ne permettent pas de définir avec rigueur le champ d'intervention légal du renseignement.
- **de l'introduction de nouvelles techniques de renseignement, dont certaines peuvent confiner à une forme de surveillance de masse.** L'usage des techniques de renseignement algorithmiques change la nature même du renseignement en plaçant l'algorithme au cœur de notre mode de gouvernance.
- **de l'absence dans le projet de loi d'un principe général de subsidiarité,** qui réserve les atteintes aux libertés individuelles aux seuls cas où il s'avère impossible de procéder autrement.
- **des modalités de contrôle du renseignement.** Si le Conseil salue l'instauration d'une Commission de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), il s'inquiète toutefois des moyens humains et techniques qui seront affectés à cette Commission.
- **de la tendance à l'accumulation de dispositions législatives visant à une surveillance accrue des citoyens sur Internet.**

5. Éducation et numérique


Éducation et numérique : Jules Ferry 3.0 - Bâtir une école créative et juste dans un monde numérique⁴⁵

Contexte de l'auto-saisine

Après le rapport "*Citoyens d'une société numérique*" qui analysait le numérique comme un levier de l'inclusion sociale et du pouvoir d'agir (novembre 2013), le Conseil national du numérique a identifié l'éducation comme un point nodal. Dans la continuité de ses travaux sur l'inclusion, le Conseil a ainsi constitué fin 2013 un groupe de travail dédié à l'éducation

⁴⁴ En savoir plus : <http://www.cnnumerique.fr/renseignement/>

⁴⁵ Tous les documents relatifs à cette saisine sont sur : <http://www.cnnumerique.fr/education/>



dans une société numérique, composé de *Sophie PÈNE*, membre pilote, *Serge ABITEBOUL*, *Christine BALAGUE*, *Ludovic BLECHER*, *Michel BRIAND*, *Cyril GARCIA*, *Francis JUTAND*, *Daniel KAPLAN*, *Pascale LUCIANI-BOYER*, *Valérie PEUGEOT*, *Nathalie PUJO*, *Bernard STIEGLER*, *Brigitte VALLEE*, membres du Conseil, avec le support du secrétariat général du CNNum, notamment *Somalina PA*, *rapporteur général adjoint* et *Léa DOUHARD*, *rapporteur/stagiaire*.

Méthodologie


Les travaux du groupe ont été conduits dans le respect de la méthodologie éprouvée du Conseil, basée sur un processus de concertation large fait de “journées contributives” (sessions de travail collectives avec des personnalités extérieures), de tables rondes autour de thématiques précises et d’auditions ciblées. Ces rencontres ont permis d’échanger avec plus d’une centaine de personnalités de l’écosystème “Education et numérique”, représentatives des différentes parties prenantes. L’éventail des acteurs qui ont accepté de participer aux travaux du Conseil recouvre ainsi des institutions nationales (ministère de l’Education nationale, CNED, etc.), des industriels déjà présents ou qui investissent le secteur (Belin, Microsoft, etc.), des start-ups (MyBlee, 360Learning, etc.), la société civile, des associations, des chercheurs, etc.

Conclusions des travaux

Ce rapport est le fruit de longs mois de travail au cours desquels plus de cent personnes ont été rencontrées - à l’occasion de journées contributives, de tables rondes, etc., de nombreux rapports ont été parcourus, de riches échanges et d’intenses réflexions ont eu lieu. De ces efforts d’observation et de compréhension, il reste deux constats essentiels.

- Non, l’Education nationale n’est pas le lieu de tous les conservatismes. Dans les classes françaises, des élèves sont attentifs à des professeurs qui cherchent sans relâche les meilleurs chemins, des exercices imaginatifs excitent leur désir d’apprendre. Ces professeurs sont par ailleurs remarquablement formés et d’un haut niveau culturel, du primaire au lycée.
- Et pourtant, le système scolaire ne va pas bien. Fondé sur l’égalité, il produit plus d’inégalités scolaires que la plupart des pays de l’OCDE. Valorisant la réussite, il abandonne 20% des élèves à l’échec. Plutôt satisfait de lui-même, il remarque peu que beaucoup d’élèves perdent leur motivation à apprendre.

Avec ce rapport, l’ambition du Conseil est de décrire cette vision de l’école d’un monde numérique en devenir, affrontant l’épreuve d’une société en pleine mutation, et de proposer les « chemins praticables » pour y parvenir. Les recommandations qu’il porte ont été pensées comme des pistes d’actions de court et moyen termes pour redonner du sens à l’Ecole dans la transition numérique.



Les propositions du CNNum pour bâtir ensemble l'école juste et créative du 21^e siècle s'articulent autour de deux grands axes. Ce qu'il faut enseigner et comment : informatique, littérature, humanités numériques. Comment re-dessiner le tissu éducatif : école en réseau, nouvelles industries de la formation, recherche, startups, etc.

Dans son rapport, le Conseil a dégagé huit axes, déclinés en 40 recommandations :

1. Enseigner l'informatique : une exigence ;
2. Installer à l'école la littérature de l'âge numérique ;
3. Oser le bac HN Humanités numériques ;
4. Concevoir l'école en réseau dans son territoire ;
5. Lancer un vaste plan de recherche pour comprendre les mutations du savoir et éclairer les politiques publiques ;
6. Mettre en place un cadre de confiance pour l'innovation ;
7. Profiter du dynamisme des startups françaises pour relancer notre soft power ;
8. Ecouter les professeurs pour construire ensemble l'école de la société numérique.

Actions menées depuis la publication

En 2014, les idées du rapport Jules Ferry 3.0 ont été :

- présentées au Président de la République ainsi qu'à la ministre de l'Education nationale ;
- défendues à l'occasion de différents événements, tables rondes, interventions relatifs à l'éducation et/ou au numérique, au niveau local et national (ex : émission France Culture, le salon de l'Education, les Rencontres de l'Orme, ou les conférences-débats organisés par Le Monde et Education & Territoires) ;
- reprises dans plus d'une trentaine d'articles et interviews des membres du CNNum.


Une partie des recommandations du rapport ont été à nouveau soumises au débat dans le cadre de la concertation "Ambition numérique" afin de :

- creuser certaines problématiques qui ont été peu approfondies dans le cadre du rapport Jules Ferry 3.0 ;
- sensibiliser les contributeurs de la concertation aux enjeux de l'Education à l'heure du numérique et exposer les controverses importantes ;
- étendre encore le débat, à l'échelle des territoires d'une part, et à des publics "non experts" d'autre part.

Le modèle de la concertation "Ambition numérique" (plateforme de contribution en ligne en parallèle d'événements physiques dans les académies) a par ailleurs été repris par l'Education nationale qui a animé de janvier à mars 2015 une concertation nationale sur le numérique pour l'Education (#Ecolenumerique).

Le Président de la République a annoncé en février 2015 la création d'une "Grande Ecole du Numérique" dont certains objectifs rejoignent ceux du rapport Jules Ferry 3.0, notamment :

- la mobilisation du numérique dans l'éducation au service de la réduction des inégalités sociales et de la lutte contre le décrochage ;
- le recours à des pédagogies innovantes, laissant place à la créativité et à l'innovation des acteurs locaux, enseignants et apprenants ;
- l'ouverture des structures d'enseignement et leur mise en réseau



Le Conseil continuera de rester vigilant quant à un certain nombre de mesures concrètes à venir (généralisation de l'enseignement de l'informatique, clarification et assouplissement de l'exception pédagogique, etc.).

6. Concertation nationale sur le numérique

La grande concertation nationale sur le numérique

Saisine du Premier Ministre

Le 4 septembre 2014, le Premier ministre a saisi le Conseil national du numérique pour mener une concertation nationale sur le numérique. Cette initiative interministérielle visait à faire du numérique une priorité de la politique gouvernementale et européenne dans les années à venir.

- L'initiative a mobilisé l'ensemble du Gouvernement dans une approche transversale et prospective sur les enjeux politiques, économiques et sociaux du numérique. La secrétaire d'État en charge du Numérique Axelle LEMAIRE et le secrétaire d'État en charge de la réforme de l'État et de la Simplification Thierry MANDON ont porté ce vaste travail interministériel avec le CNNum.
- La concertation a constitué une nouvelle étape dans la construction d'une politique numérique française ambitieuse. Elle avait pour objectif de faire émerger une vision partagée de l'ambition numérique qui se traduira en partie dans le projet de loi numérique en 2015. Les débats ont également permis d'enrichir les propositions de la France qui seront discutées au sein de la Commission européenne.

Objectifs de la grande concertation nationale sur le numérique

Les objectifs de la concertation consistent à ouvrir le débat dans l'espace public et donner aux citoyens les moyens de s'approprier politiquement les enjeux liés au numérique et de se prononcer sur l'avenir numérique de la France. Cette grande concertation vise également à partager des diagnostics sur les enjeux liés au numérique et les initiatives innovantes pour favoriser un développement numérique riche en emplois durables et source d'inclusion sociale. Enfin, cette initiative a pour but de définir des objectifs communs pour construire une ambition numérique partagée.

Méthodologie et organisation de la grande concertation nationale sur le numérique

La concertation est une démarche innovante de démocratie contributive.

- Une mobilisation de l'ensemble des acteurs de la société civile, des pouvoirs publics et de l'économie dans une logique de communauté transparente et ouverte. La participation des pouvoirs publics et des décideurs politiques a permis d'assurer une interaction constructive : apports d'expertise, échanges d'information, intelligence collective.

- Un fonctionnement de concertation agile. Par leurs contributions et leurs retours, les participants ont permis d'améliorer constamment le dispositif.
- Chaque contributeur s'était engagé à respecter la charte de la concertation élaborée par le Conseil national du numérique.
- Le Conseil national du numérique a été désigné "pilote" de la concertation. La concertation nationale sur le numérique a fait écho à la mission du Conseil national du numérique d'ouvrir des débats sur le numérique à l'ensemble de la sphère citoyenne, associative, économique, etc. Le Conseil a réaffirmé à plusieurs reprises dans ses avis (avis sur les libertés numériques de décembre 2013 en réponse à l'affaire Snowden) la nécessité de systématiser le recours à la concertation pour tous les sujets où le numérique implique un changement social, économique profond. Le débat citoyen doit permettre d'échanger sur les meilleures manières d'anticiper et d'accompagner les évolutions induites par le numérique.
- En tant que commission consultative indépendante et représentative de l'écosystème numérique, les membres du CNNum ont garanti la transparence des débats. Réunis en quatre groupes de travail, ils ont animé la concertation et fourni force de proposition et veille au suivi des recommandations.

La coordination globale de la concertation a été assurée par Benoît THIEULIN, Président du CNNum, Yann BONNET, Rapporteur général, et Somalina PA, Rapporteur général adjoint.

La concertation s'articulait autour de quatre thèmes qui sont autant d'enjeux fondamentaux pour la société et l'économie à l'heure du numérique. Chaque thème correspondant à la formation d'un ou plusieurs coordinateurs, d'un groupe de travail et une équipe du secrétariat général :

- **Thème 1 : Croissance, innovation et disruption.** Le numérique occupe une place de plus en plus importante dans l'économie européenne et française. Il provoque une transformation en profondeur de nombreux secteurs de l'économie. Face à ces défis, comment faire du numérique un levier de croissance, de compétitivité et d'emploi ?
 - **Coordination** : Marie EKELAND & Stéphane DISTINGUIN, membres du CNNum.
 - **Groupe de travail** : Nathalie ANDRIEUX, Nathalie BLOCH-PUJO, Pascal DALOZ, Laurence LE NY, Brigitte VALLEE, membres du CNNum.
 - **Secrétariat général** : Mathilde BRAS, Rapporteur ; Alex GADRE, Chargé de mission (stagiaire); Hugo MEUNIER, Chargé de mission (stagiaire).
 -
- **Thème 2 : Loyauté dans l'environnement numérique.** L'environnement numérique est de plus en plus caractérisé par des déséquilibres forts entre le pouvoir des grandes plateformes et celui de leurs usagers ; entre les États et leurs citoyens. Comment garantir la loyauté et le respect des droits et libertés dans l'environnement numérique ?
 - **Coordination** : Valérie PEUGEOT, Vice Présidente du CNNum.
 - **Groupe de travail** : Christine BALAGUE et Godefroy BEAUVALLET, Vice-présidents ; Tristan NITOT, Virginie FAUVEL, Virginia CRUZ, Lara ROUYRES, et Francis JUTAND, membres du CNNum.

- **Secrétariat général** : Charly BERTHET, Rapporteur ; Judith HERZOG, Rapporteur.
- **Thème 3 : La transformation numérique de l'action publique.** Le numérique constitue un vecteur majeur de transformation de l'action publique et un enjeu de souveraineté pour l'État. Comment le numérique peut-il être un levier de modernisation des services publics et le gage d'une meilleure efficacité des politiques publiques ?
 - **Coordination** : Marc TESSIER, membre du CNNum.
 - **Groupe de travail** : Michel BRIAND, Virginia CRUZ, Cyril GARCIA, Laurence LENY, Sophie PÈNE, membres du CNNum, et Valérie PEUGEOT, Vice-Présidente du CNNum.
 - **Secrétariat général** : Camille HARTMANN, Rapporteur ; François LEVIN, Chargé de mission (stagiaire) ; Mike FEDIDA, Chargé de mission (stagiaire).
 -
- **Thème 4 : La société face à la métamorphose numérique.** Le numérique induit une métamorphose du monde et de la société. Santé, éducation, travail, vie citoyenne... il s'impose partout et bouleverse certains fondements de notre modèle social, Comment faire du numérique la clé d'une transition vers une société plus juste et inclusive ?
 - **Coordination** : Daniel KAPLAN, membre du CNNum.
 - **Groupe de travail** : Serge ABITEBOUL, Michel, Michel BRIAND, Nathalie BLOCH-PUJO, Virginie FAUVEL, Sophie PÈNE, membres du CNNum. Christine BALAGUE & Valérie PEUGEOT, Vice-Présidentes du CNNum.
 - **Secrétariat général** : Somalina PA, Rapporteur général adjoint ; Léa DOUHARD, Rapporteur ; Jan KREWER, Chargé de mission (stagiaire).

Le Conseil national du numérique (CNNum) a donné le coup d'envoi de la concertation nationale sur le numérique avec le Premier ministre Manuel VALLS, en présence du secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la Simplification Thierry MANDON et d'Axelle LEMAIRE, secrétaire d'État au Numérique, le samedi 4 octobre 2014. Cet événement a marqué le lancement officiel de la plateforme de débat en ligne contribuez.cnnumerique.fr ouverte à tous.



Le Conseil a mis en place cette plateforme contributive en ligne pour mobiliser et impliquer l'ensemble des parties prenantes - citoyens, associations, entrepreneurs, chercheurs, élus locaux, administration - dans la concertation. Afin de structurer les débats, les membres du Conseil ont défini le périmètre de la concertation en proposant vingt-six consultations. En se connectant sur la plateforme, chaque contributeur pouvait choisir à quelle(s) consultation(s) il souhaitait participer. Chacun pouvait ainsi apporter sa vision du numérique et suggérer des pistes de solutions ou de nouveaux cadres législatifs à mettre en œuvre.

Chaque thème de la concertation était ainsi adressé sous la forme de consultations ouvertes au débat :

- En ligne sur la plateforme contributive <https://contribuez.cnnumerique.fr>



UNE OUVERTURE DES CONSULTATIONS EN DEUX TEMPS :

- **4 octobre 2014** | Ouverture des consultations sur les thèmes "Croissance, innovation et disruption" et "Loyauté dans l'environnement numérique" au cours de l'évènement d'inauguration de la plateforme.
- **Début novembre** | Ouverture des consultations sur les thèmes "La transformation numérique de l'action publique" et "La société face à la métamorphose numérique".

- Au cours d'événements dédiés : le Conseil a organisé des journées contributives en clôture de chaque thème, sur l'ensemble du territoire (Lille, Strasbourg, Bordeaux, Nantes), et en présence d'acteurs locaux.

- Lors de ces journées, les membres du Conseil, appuyés par le Secrétariat Général, ont animé et restitué des ateliers thématiques dans le but d'approfondir des propositions relevées sur la plateforme en ligne, et de les confronter aux retours d'expérience des participants.
-
- En parallèle, des "pitches contributifs" ont donné l'opportunité à des entrepreneurs, étudiants, membres de la société civile, professionnels du droit, etc. de présenter leurs innovations et de proposer leurs idées pour "mettre à jour la France".
-
- Pour stimuler la production d'idées collectives, le Conseil national du numérique a développé, avec l'accompagnement de la start-up Nod-A, un kit de ressources "Do it yourself"⁴⁶, offrant la possibilité à des acteurs d'organiser eux-mêmes des ateliers sur les consultations de leur choix. Le CNNum a apporté son soutien méthodologique et de fond (à distance ou sur place) pour assurer une bonne appropriation des outils comme des problématiques abordées. Les organisateurs se sont quant à eux engagés à poster leurs contributions sur la plateforme à l'issue de ces ateliers.

Après les débats, l'élaboration du rapport et sa remise au Premier ministre (mars - 18 juin 2015)


À l'issue des phases de consultation, le CNNum a publié des synthèses ouvertes aux commentaires pour chaque consultation. La synthèse des vingt-six consultations a fait l'objet d'une analyse minutieuse de la part des membres du CNNum, afin de veiller à ce que les grandes controverses qui ont émergé et les pistes d'actions proposées soient retraçées de façon aussi neutre que possible.

Le Secrétariat Général du CNNum a permis d'assurer un suivi régulier de la concertation avec le gouvernement. L'objectif étant de coordonner les avancées de la concertation avec le travail gouvernemental (préparation du projet de loi numérique, élaboration de plans d'action), des points hebdomadaires se sont tenus, réunissant le Conseil national du numérique, les cabinets du Premier ministre, d'Axelle Lemaire et de Thierry Mandon. Des réunions interministérielles ont été organisées afin de diffuser la concertation auprès des administrations concernées.

Une fois l'élaboration des propositions effectuée et votée en plénière; et l'expertise des administrations réalisée, les membres du CNNum ont présenté au Premier ministre soixante-dix des recommandations sous la forme d'un rapport public, le 18 juin 2015.

Ces propositions concrètes d'actions serviront au gouvernement pour construire les bases d'une ambition politique des transformations numériques. Elles se décomposent en quatre

⁴⁶ <https://contribuez.cnnumerique.fr/proposer-un-atelier-relais>



volets : “Loyauté et liberté dans un espace numérique en commun” ; “Vers une nouvelle conception de l’action publique : ouverture, innovation, participation” ; “Mettre en mouvement la croissance française : vers une économie de l’innovation” ; “Solidarité, équité, émancipation : enjeux d’une société numérique”.

Dans sa démarche d’ouverture, de partage, et de transparence, le Conseil a pris l’initiative de :

- publier l’ensemble du jeu de données issues de la concertation (rapport, synthèses des consultations, journées contributives, etc.) sur le portail national data.gouv.fr
-
- de mettre en ligne sur le site <http://contribuez.cnnumerique.fr>, le kit de présentation du rapport, afin que chacun puisse être en mesure de porter l’ambition numérique de la France.

La chronologie de la concertation

- **Décembre 2013** : Avis du CNNum sur les libertés numériques, appelant à un large débat national et citoyen sur les implications sociétales et économiques du numérique.
-
- **3 septembre 2014** : Communication d'Axelle LEMAIRE en Conseil des Ministres.
- **4 septembre 2014** : Lettre de saisine de Manuel VALLS, Premier Ministre.
-
- **4 octobre 2014** :
 - Lancement de la concertation par le Premier Ministre.
 - Ouverture des 6 consultations du thème 1 : "Croissance, innovation, disruption" et des 7 consultations du thème 2: "Loyauté dans l'environnement numérique".
 -
- **Novembre 2014** : Plusieurs ateliers contributifs (Groupe la Poste, Semaine de l'innovation publique, Université de Perpignan, Cap Digital, Association des Maires de France, etc.).
 - **4 novembre 2014** : Ouverture des 6 consultations du thème 3 : "La transformation numérique de l'action publique" et des 7 consultations du thème 4 : "La société face à la métamorphose numérique".
 - **28 novembre 2014** : Journée contributive #1 : "Croissance, innovation, disruption" à Lille @euratechnologies (6 ateliers contributifs, 4 en duplex, 17 pitches, et 300 personnes connectées via livestream).
 -
- **Décembre 2014** : Plusieurs ateliers contributifs (ville de Nanterre, Atelier relais HEC Paris, demi-journée contributive à Brest, etc.).
 - **20 décembre 2014** : Clôture de la consultation sur le thème 1.
 - **22 décembre 2014** : Mise en ligne des synthèses du thème 1.
 -
- **Janvier 2015** : Plusieurs ateliers contributifs (CCEE de La Réunion et SOLIDARNUM, Datalab, etc.).
 - **9 janvier 2015** : Journée contributive #2 : "La loyauté dans l'environnement numérique" à Strasbourg @Conseil de l'Europe (10 ateliers contributifs, dont 3 en duplex de Paris, Nanterre, Grenoble, 14 pitches, et 200 personnes connectées en livestream).
 - **16 janvier 2015** : Clôture de la consultation sur le thème 2.
 - **19 janvier 2015** : Journée contributive #3 : "La transformation numérique de l'action publique" à Bordeaux @Athénée municipal (9 ateliers contributifs, dont 3 en duplex de Paris, Nanterre, Grenoble, et 11 pitches).
 - **26 janvier 2015** : Clôture de la consultation sur le thème 3.
 - **27 janvier 2015** : Les synthèses du thème 2 sont en ligne.
 -
- **2 février 2015** : Les synthèses du thème 3 sont en ligne.
- **4 février 2015** : Journée contributive #4 : "La société face à la métamorphose numérique" (7ateliers contributifs, 3 duplex, 11 pitches, et 200 personnes connectées via livestream).
 - **4 février 2015** : Clôture de la consultation sur le thème 4.
 - **11 février 2015** : Les synthèses du thème 4 sont en ligne.
-
- **3 avril 2015** : Le rapport "Ambition numérique" est voté par les membres du CNNum.
-
- **18 Juin 2015** : Remise du rapport "Ambition numérique" à Manuel VALLS, Premier Ministre.

Annexes

Liste des interventions publiques, auditions et rendez-vous du Conseil

2014

MARS

04/03/2014	Rencontre avec Bruno LASSERRE, Président de l'Autorité de la Concurrence sur les travaux au sein du CNNum
04/03/2014	Réunion avec le cabinet de Nicole BRICQ, ministre du Commerce extérieur, sur les avancées du rapport sur TTIP (Benoît THIEULIN, Yann BONNET)
05/03/2014	Participation de Sophie PÈNE au séminaire Stranes sur l'évolution des formations à l'heure du numérique
11/03/2014	Audition au Sénat dans le cadre de la Mission commune d'information « Nouveau rôle et nouvelle stratégie de l'Union européenne dans la gouvernance mondiale de l'Internet »
13/03/2014	Rencontre avec Dominique CARDON sur les enjeux des données personnelles
20/03/2014	Rencontre avec Paul SEABRIGHT (Toulouse School of Economics) pour présenter la Digital Society Initiative, un programme de recherche international et interdisciplinaire autour de la citoyenneté à l'ère du numérique
21/03/2014	Rencontre avec Nicole BRICQ, ministre du commerce extérieur & Denis TERSEN, directeur de cabinet, sur le TTIP (Benoît THIEULIN, Yann BONNET, Jean-Baptiste SOUFRON)
21/03/2014	Rencontre avec Mélanie HEARD et François CREMIEUX, conseillers du Cabinet de Affaires sociales et de la Santé, en présence de Virginie FAUVEL
25/03/2014	DECID'assur IT 2014 : Plénière de clôture sur les problématiques du Big Data (Marie EKELAND)
26/03/2014	Keynote Conférence Stratégies Digital Week 2014 – intervention de Benoît THIEULIN « La révolution digitale est la révolution de l' <i>empowerment</i> , du rééquilibrage des rapports sociaux dans tous les secteurs, de déconstruction de business models et reconstruction de rapports nouveaux »
27/03/2014	Intervention auprès d'Orange Bretagne sur les nouvelles formes d'apprentissage (Michel BRIAND)

AVRIL

- 07/04/2014 Journée des directeurs des laboratoires CNRS de l'INS2I – intervention de Benoît THIEULIN pour présenter le Conseil national du numérique
- 07/04/2014 Réunion avec Laurence ENGEL, Directrice de Cabinet de la ministre de la Culture et de la Communication – sur la loi création, en présence de Benoît THIEULIN, Marc TESSIER et Laurence LE NY
- 08/04/2014 Réunion avec Alain DUCASS, Conseiller référent, ADETEF, en présence de Benoît THIEULIN
- 09/04/2014 Cérémonie des Prix TR35 France – participation de Benoît THIEULIN comme membre du jury d'évaluation
- 10/04/2014 Participation de Benoît THIEULIN à une table ronde au Salon Stratégie Clients animée par Hugo SEDOURAMANE, Journaliste à l'Opinion
- 16/04/2014 ADAMI : Participation à l'atelier 1 sur “L'Europe, continent culturel connecté ? Qui gouverne ? Qui régule ? Les États, l'Europe ou les « géants » américains ?”
- 16/04/2014 Rencontre avec Jean-François Bureau, Directeur des Affaires institutionnelles & internationales (Eutelsat) (Benoît THIEULIN et Yann BONNET)
- 16/04/2014 Audition par le comité StrANES de Benoît THIEULIN et Sophie PÈNE
- 17/04/2014 Entretien avec Jean-Jacques BARBERIS & Hervé NAERHUYSEN – sur le TTIP en présence de Benoît THIEULIN, Yann BONNET et Jean-Baptiste SOUFRON
- 24/04/2014 Conférence de Paris : de l'Open Data à l'Open Government - Participation de Benoît THIEULIN à la table ronde : “Participation et démocratie : renforcer le pouvoir d'agir des citoyens”
- 25/04/2014 Conférence de Paris : de l'Open Data à l'Open Government - Participation de Benoît THIEULIN aux ateliers
- 28/04/2014 Entretien avec Emmanuel MACRON et Hervé NAERHUYSEN à l'Elysée en présence de Benoît THIEULIN, Jean-Baptiste SOUFRON et Yann BONNET sur le TTIP

MAI

- 06/05/2014 Entretien avec Philippe BURNEL, Délégué à la Stratégie des Systèmes d'information de santé du Ministère des Affaires Sociales, en présence de Somalina PA et Judith HERZOG
- 07/05/2014 Remise du rapport sur le TTIP à Fleur PELLERIN, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur
- 07/05/2014 Intervention aux rencontres Rewics à Charleroi (autour du rapport e-inclusion, de la gouvernance contributive et des communs) (Michel BRIAND)
- 09/05/2014 Entretien avec Paul-François FOURNIER, Directeur Exécutif de l'Innovation de BPI France dans le cadre de la Mission Lemoine
- 12/05/2014 European Commission : Robert Madelin, DG Connect & Anthony Whelan, Director (acting) Electronic Communications Networks & Services –
- 12/05/2014 Rencontre avec M. Michel BARNIER, Commissaire européen à Bruxelles pour une présentation des travaux du CNNum
- 12/05/2014 ITW AFP sur inclusion avec le journaliste Maxime Bayce (Valérie PEUGEOT)
- 12/05/2014 Commission européenne : Rencontre avec la DG Commerce, Unité B1 sur le TTIP - les personnes présentes:
- Rupert SCHLEGELMILCH, Directeur Services, Investissement, Marchés publics et Propriété intellectuelle
 - Ignacio IRUARRIZAGA, Chef d'Unité, Services
 - Marco DUEERKOP, Chef d'Unité adjoint, Services; Chef négociateur du chapitre services pour le TTIP
 - Edouard BOURCIEU, Chef d'Unité adjoint, Unité Trade Strategy
 - Andres GARCIA BERMUDEZ, Unité Services
 - Jan-Willem VEREHEIJDEN, Unité Services
 - Fabien GEHL, Unité services
- 13/05/2014 Présentation du rapport e-inclusion aux rencontres Moustic (Michel BRIAND)
- 16/05/2014 Rencontre avec Mélanie HEARD au Cabinet des Affaires sociales et de la Santé
- 21/05/2014 Intervention à Lanester aux rencontres de l'agglomération de Lorient, organisées par l'Association "Camp'TIC" - solidarités et numérique (autour du rapport e-inclusion et de la gouvernance contributive) (Michel BRIAND)
- 28/05/2014 La Mêlée Numérique à Toulouse – intervention de Benoît THIEULIN sur la transformation numérique des entreprises

JUIN

02/06/2014	CEPS/Dîner-débat : Le Big Data - buzz médiatique ou opportunité stratégique ? (Benoît THIEULIN)
02/06/2014	Tic et précarité - "Le numérique ce n'est pas exclusif", à Lyon - Séminaire organisé avec le soutien de la Région Rhône Alpes (Michel BRIAND)
03/06/2014	Concours Talents numériques organisé par Huawei France - déjeuner de délibération – (Benoît THIEULIN)
04/06/2014	Réunion à Bruxelles à la Représentation permanente de la France : présentation du rapport TTIP au Comité de Politique Commerciale – (Yann BONNET, Mathilde BRAS, Jérôme BROUILLET - DG Trésor)
05/06/2014	Workshop à Bruxelles sur la cyber-sécurité, organisé par le think-tank BRUEGEL - (Yann BONNET, Somalina PA)
05/06/2014	Rencontre à Bruxelles avec DG Connect Eddy HARTOG, Head of Unit International - (Yann BONNET, Mathilde BRAS, Somalina PA)
11/06/2014	5ème Rencontres parlementaires sur "Le Tout numérique : un défi industriel et culturel pour la France - suivi d'un déj. avec Axelle LEMAIRE– (Benoît THIEULIN)
12/06/2014	Rencontre avec Margaret HODGE sur la fiscalité (Jean- Baptiste SOUFRON, Yann BONNET, Mathilde BRAS)
13/06/2014	Remise du rapport neutralité des plateformes et conférence de presse à Bercy
13/06/2015	Intervention Futur en seine, - les 25 ans du Web avec Tim Berners Lee (Valérie PEUGEOT)
16/06/2014	TTIP : 3ème comité stratégique de suivi avec Fleur PELLERIN au cabinet MAE (Yann BONNET)
17/06/2014	Concours Talents numériques organisé par Huawei France - Cérémonie des lauréats
18/06/2014	Atelier IGN : "Quelle synergie des acteurs publics" - Comment l'information géolocalisée fait-elle évoluer les services publics ?
19/06/2014	Intervention Futur en seine, - les 25 ans du Web avec Tim Berners Lee (Valérie Peugeot)
23/06/2014	Rencontre avec Régine HATCHONDO, conseillère Culture, Médias au cabinet du Premier Ministre et Aude ACCARY-BONNERY – (Yann BONNET, Jean-Baptiste SOUFRON)

- 24/06/2014 Rencontre avec Paul SEABRIGHT sur le programme de recherche "Digital Society initiative" (Somalina PA, Jean-Baptiste SOUFRON)
- 25/06/2014 Audition sur l'utilisation de technologies numériques dans la transmission du savoir au CESE (Sophie PÈNE)
- 25/06/2014 Numérique et TTIP – SGAE – (Yann BONNET, Mathilde BRAS)
- 25/06/2014 Session contributive dédiée au volet 1 de la saisine "Numérique, prévention / promotion en santé et jeunes"
- 26/06/2014 FEVAD : Enjeux E-commerce
- 30/06/2014 Ministère de l'Education & CLEMI : lancement du nouveau COP par Benoît HAMON
- 30/06/2014 ANSSI - Séminaire « Stratégie de la France en matière de cybersécurité » (Somalina PA, Yann BONNET)
- 30/06/2014 France Stratégie : séminaire sur la fiscalité du numérique dans le cadre de l'étude académique co-pilotée par le CNNum et France Stratégie (Yann BONNET)

JUILLET

- 01/07/2014 Rencontre avec Bertrand WARUSFEL (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 01/07/2014 Rencontre avec Christiane FÉRAL-SCHUHL sur le terrorisme (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 02/07/2014 Rencontre au cabinet du Premier Ministre avec Cédric AUDENIS, Frédéric BREDILLOT
- 04/07/2014 Rencontre avec Jean Marc MANACH sur le terrorisme (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 07/07/2014 Rencontre avec M. BAUER sur le terrorisme (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 08/07/2014 Rencontre avec 4 représentants de l'Observatoire des libertés et du numérique (LDH, SM, Quadrature du net, « expert ») sur le terrorisme (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 08/07/2014 Rencontre avec Alain ZABULON et Agnès DELETANG sur le terrorisme (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 09/07/2014 Syntec : présentation TTIP et plateformes (Yann BONNET, Mathilde BRAS)
- 09/07/2014 Rencontre avec M.WIEVIORKA sur le terrorisme (Yann BONNET, Judith

- HERZOG, Charly BERTHET)
- 09/07/2014 Rencontre avec Marc Trévidic au Palais de Justice - (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 09/07/2014 Rencontre avec Stéphane LACOMBE, Association française des Victimes du Terrorisme sur le terrorisme (Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 10/07/2014 Rencontre avec Frédéric GUERCHOUN, directeur juridique Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL) sur le terrorisme – (Jean-Baptiste SOUFRON, Yann BONNET, Judith HERZOG, Charly BERTHET)
- 10/07/2014 FiscaNum / Etude CGSP/CNNum > rencontre avec des économistes (PSE/TSE/Telecom ParisTech) – (Godefroy BEAUVALLET, Yann BONNET, Mathilde BRAS, Charly BERTHET)
- 15/07/2014 Réunion avec la Mission Lemoine sur FING
- 17/07/2014 PIA : réunion du comité de pilotage du fonds « Transition numérique et modernisation de l'action publique » - (Godefroy BEAUVALLET)
- 17/07/2014 Audition de M. Pietrasanta : projet lutte contre le terrorisme – (Jean-Baptiste SOUFRON, Charly BERTHET, Judith HERZOG)
- 18/07/2014 Mission Lemoine / BPI / stimulation de l'écosystème numérique
- 23/07/2014 Rencontre avec Christian GUENOD, Conseiller au Cabinet d'Axelle LEMAIRE sur la consultation lancée sur les labels de tiers lieux et médiations numériques et sur les autres pistes du rapport inclusion à implémenter – (Daniel KAPLAN, Michel BRIAND, Valérie PEUGEOT, Judith HERZOG)

AOÛT

- 18/08/2014 Rencontre avec Georges-Etienne FAURE, Conseiller numérique au Cabinet du Premier Ministre sur la concertation (Yann BONNET)
- 28/08/2014 DGCIS : Rencontre sur la concertation numérique prévue autour de la rentrée - Participants DGCIS : DUBARRY Cécile; DUFLOT Loic; RUBIN Chantal; ROCHER-BEDJOUDJOU Angélique; MERLIN Xavier; PERON Frédéric
- 22/08/2014 Rendez-vous avec Christian GRAVEL à l'Elysée sur la concertation numérique (Jean-Baptiste SOUFRON, Yann BONNET)

SEPTEMBRE

- 05/09/2014 Mission Lemoine : Session contributive au CNNum sur les enjeux de "Former au numérique" / susciter des pistes de réflexion au groupe
- 08/09/2014 Consultation Numérique : volets Open Gov et Open data à Etalab – (Yann BONNET, Somalina PA, Mathilde BRAS)

- 10/09/2014 Rencontre avec l'ARTP du Sénégal – M. Abdou Karim SALL, Directeur Général – M. Lamine DIAL, Directeur de l'Economie et des marchés, Dr Isaac SISSOKHO, Directeur de la Communication, de la Coopération et de Relations Internationales – (Benoît THIEULIN, Yann BONNET)
- 10/09/2014 Intervention au Forum Mondial Convergences (social business) L'initiation au numérique : un levier pour l'inclusion sociale ? (Valérie PEUGEOT)
- 11/09/2014 Réunion au SGAE sous la présidence de Mme Isabelle JEGOUZO pour examiner, dans un premier temps, les suites à apporter à l'arrêt rendu par la CJUE le 13 mai 2014 dans l'affaire C- 131/12 Google Spain et google Inc – (Yann BONNET, Judith HERZOG)
- 12/09/2014 RDV avec le SGMAP, Etalab et la DISIC sur la concertation numérique : Laure DE LA BRETECHE, Secrétaire général, Henri VERDIER, Nicolas CONSO, Guillaume BLOT– sur la concertation (Yann BONNET, Mathilde BRAS, Camille HARTMANN)
- 16/09/2014 Concours Talents numériques - "Retour de Chine" – (Benoît THIEULIN)
- 16/09/2014 Medias 2030, à Nantes (autour du rapport e-inclusion) (Michel Briand)
- 17/09/2014 Audition au Sénat avec M. Jean-Jacques HYEST et Alain RICHARD, co-rapporteurs de la commission des lois du Sénat sur le projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme – (Benoît THIEULIN, Yann BONNET, Charly BERTHET, Judith HERZOG)
- 18/09/2014 CFPJ Lab « Réseaux sociaux, nouvelle donne mondiale, neutralité du net et liberté d'expression » - (intervention de Benoît THIEULIN)
- 19/09/2014 Rendez-vous avec David MONTEAU, Directeur de la mission French Tech sur la concertation numérique (Yann BONNET)
- 19/09/2014 Forum d'Avignon @Paris : 1er forum culturel 100% data – (Benoît THIEULIN)
- 25/09/2014 Participation à l'atelier "éducation" de la conférence Positive Economy Forum au Havre (Christine Balagué)
- 29/09/2014 Rencontre avec les membres et le Conseil d'Etat (Maryvonne DE SAINT PULGENT, Laurent CYTERMANN, Jacky RICHARD) – sur le processus de la concertation, le calendrier, etc.
- 29/09/2014 Rencontre avec Marylise LEBRANCHU, Ministre de la Réforme de l'Etat – sur l'inclusion numérique (Benoît THIEULIN, Valérie PEUGEOT, Judith HERZOG)
- 30/09/2014 Audition de Benoît THIEULIN sur « la presse à l'ère numérique » à l'assemblée nationale


OCTOBRE

01/10/2014	Petit-déjeuner de travail avec les membres titulaires sur la concertation numérique
01/10/2014	Rencontre avec Denis MUZET, Président de l'Institut Médiascopie sur les Les mots du Numérique
01/10/2014	Présentation du rapport e-inclusion à la Serre, Toulouse (Michel BRIAND)
04/10/2014	Événement de lancement de la concertation à NUMA, en présence de Manuel VALLS, Premier ministre, d'Axelle LEMAIRE, Secrétaire d'Etat au Numérique, et Thierry MANDON, Secrétaire d'Etat chargé de la Réforme de l'Etat et de la Simplification
04/10/2014	France Culture – participation de Benoît THIEULIN à la journée de tables rondes « L'année vue par le numérique »
06/10/2014	ARCEP : Rencontre avec J-L. SILICANI sur le "projet de loi numérique" – (Benoît THIEULIN, Judith HERZOG, Yann BONNET Jean-Baptiste SOUFRON)
07/10/2014	Rencontre au Cabinet Elysée avec Hervé NAERHUYSEN (conseiller fiscal et sectoriel) et Vincent BERGER (conseiller éducation) concernant le rapport sur l'éducation
07/10/2014	Présentation du rapport inclusion dans le cadre du Master espace public et internet - Politiques publiques, transparence et open data - UPEC (Valérie PEUGEOT)
08/10/2014	ACSEL : débat sur le TTIP : Quelles conséquences pour l'économie numérique ? – (Benoît THIEULIN)
10/10/2014	Comité de pilotage de l'étude académique sur la fiscalité numérique à France Stratégie (Yann BONNET, Mathilde BRAS)
10/10/2014	Elysée : RDV avec le Président de la République sur éducation numérique (Benoît THIEULIN, Sophie PÈNE, Serge ABITEBOUL)
15/10/2014	Conférence sur la liberté d'expression et le droit à l'oubli sur Internet – intervention de Benoît THIEULIN sur le thème du Droit à l'oubli et de la neutralité sur le net
16/10/2014 17/10/2014	Deuxième Assises nationales de la médiation numérique - intervention en plénière et animation du Parcours 10. En quoi le numérique peut--- il être un facteur de renforcement du pouvoir d'agir ? (Michel BRIAND)
20/10/2014 22/10/2014	- LIFT with Fing "Travailler demain !" – Benoît THIEULIN : Ouverture Carrefour des possibles, une série de pitches - intervention sur la concertation et Intervention : Lift jeunesse
22/10/2014	Intervention de Benoît THIEULIN et Sophie PÈNE sur France Inter - le Téléphone Sonne – sur l'éducation numérique

- 23/10/2014 Conférence relative à la régulation des plates-formes numériques à Telecom ParisTech conclusion par Benoît THIEULIN et Laurent CYTERMANN sur Réguler les plates-formes : approches du Conseil d'Etat
- 24/10/2014 Mulhouse : table ronde sur « Open Government, la démocratie du futur » et consacrée au projet d'une démocratie, ouverte, transparente et collaborative - participation de Benoît THIEULIN au Forum Libération
- 27/10/2014 CSA : réunion sur rapport plateformes avec Olivier SCHRAMECK et Jean-Baptiste GOURDIN
- 28/10/2014 Comité de suivi stratégique de Politique commerciale au Cabinet MAE (Yann BONNET)
- 28/10/2014 Rencontre au cabinet Elysée avec Constance RIVIERE & Audrey AZOULAY sur la concertation numérique – notamment sur le thème 2 : « La loyauté dans l'environnement numérique – L'environnement numérique
- 29/10/2014 Rencontre avec Najat VALLAUD-BELKACEM, ministre de l'Education pour présenter le rapport sur l'éducation numérique
- 30/10/2014 Elysée : Plan numérique à l'école (réunion interministérielle) - Benoît THIEULIN
- 30/10/2014 Dîner avec Patrick KANNER, Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports pour débattre de la stratégie de sélection et d'accompagnement des projets, du déploiement territorial de la démarche et de la communication – (Benoît THIEULIN)

NOVEMBRE

- 04/11/2014 Colloque du CNRS « Dynamiques de l'Edition scientifique, de l'Industrie de l'Information, de la Documentation » - Benoît THIEULIN fait l'ouverture avec Philippe BAPTISTE, Directeur général délégué à la science du CNRS
- 04/11/2014 Interview avec Marie-Christine CORBIER/Les Echos sur le rapport éducation numérique (Sophie PÈNE, Benoît THIEULIN)
- 04/11/2014 Benoît THIEULIN est Président du jury centralien : réunion des 7 membres du jury des prix Félix centraliens 2014
- 05/11/2014 Jean-Christophe TORTORA, Président du groupe La Tribune & Jacques ROSSELIN – interview sur la concertation
- 05/11/2014 Intervention à Lyon à la demande de la région Rhône alpes sur le thème "quelles compétences numériques pour demain ?" (Valérie PEUGEOT)
- 06/11/2014 Rencontre à l'AMF avec le Préfet Rollon MOUCHEL-BALISOT – sur Congrès des Maires et concertation CNNum




13/11/2014	Ted talk sur l'innovation au Cabinet de Marylise LEBRANCHU, dans le cadre de la Grande concertation numérique lancée par le Premier ministre, et au cœur de la Semaine de l'innovation publique – (Benoît THIEULIN)
13/11/2014	Intervention au "Schéma de développement du numérique" de la ville de Lanester (Michel BRIAND)
14/11/2014 15/11/2014	- CCIFP - Entretiens de Varsovie « le numérique : une révolution ratée en Europe » - Benoît THIEULIN et Tariq KRIM interviennent à la TABLE RONDE : L'Europe, terre d'innovateurs qui doit réussir la localisation de l'industrie numérique et Marc TESSIER sur la fiscalité
17/11/2014	EnterNext : conférence Tech sur le sujet du financement des entreprises tech par la bourse – (Benoît THIEULIN)
17/11/2014	Présentation du rapport Jules Ferry 3.O au séminaire de formateurs académiques à Brest (Michel BRIAND)
18/11/2014	Rencontre avec Stephen ALSTRUP et Ole LEHRMANN MADSEN du “ATV-Panel of Digital Wisemen” au Danemark, pour discuter de potentiels partages d'expériences et de collaboration au niveau européen
18/11/2014	Intervention aux rencontres Roumics sur les communs (Michel BRIAND)
19/11/2014	EBG / DIGITAL INNOVATION 2014 : intervention de Benoît THIEULIN sur la concertation numérique
19/11/2014	Interview de Benoît THIEULIN en duplex dans l'émission BFMstory d'Olivier TRUCHOT sur avis du CNNum sur le projet de loi terrorisme, nouvelles régulations communautaires, les <i>peace-makers</i> du web)
19/11/2014	Rencontre avec Myriam EL KHOMRI : Secrétaire d'Etat chargée de la Ville sur des questions numériques dans les quartiers – (Benoît THIEULIN)
20/11/2014	Participation de Benoît THIEULIN à la Conférence-débat - Canada-Etats-Unis : l'enjeu de la protection des données personnelles dans les discussions des partenariats de libre échange"
21/11/2014	SPIIL : table ronde sur le thème Liberté de l'information à l'ère numérique : faut-il une loi fondamentale ? – participation de Benoît THIEULIN
21/11/2014	Interview de Benoît THIEULIN dans l'émission d'Alice ANTHEAUME “L'Interview numérique” sur l'activité du Conseil et les premières mesures prises par François Hollande
21/11/2014	Forum "Les promesses de la santé connectée : La culture numérique peut-elle améliorer les performances de santé publique ?" au sein de Sanofi

(Christine Balagué)

24/11/2014	Benoît THIEULIN, Président du jury centralien : gala et remise des prix
26/11/2014	Interview de Benoît THIEULIN dans le cadre de Minute Numérique de BFM Radio par Frédéric VUILLAUD
27/11/2014	Salon Educatec Educatices : participation de Benoît THIEULIN à la table ronde
27/11/2014	AMF: Le Numérique pour tous : infrastructures et usages - Intervention de Benoît THIEULIN sur les missions du Conseil national du numérique et sur la concertation nationale « Ambition numérique » lancée le 4 octobre 2014
27/11/2014	IAB : intervention de Benoît THIEULIN : « Numérique, l'affaire d'un pays »
27/11/2014	Emmaüs Connect : Benoît THIEULIN intervient à la table ronde sur les rôles et enjeux des outils numériques pour l'action sociale
27/11/2014	Conférence ANFR "Spectre et Innovation" sur le thème « Les fréquences au service de l'Individu » et portera sur l'Internet des objets, les villes intelligentes et les réseaux du futur (5G) – intervention de Valérie PEUGEOT à la table ronde
28/11/2014	Présentation du rapport e-inclusion à l'AG de Bretagne Prospectives à Rennes (Michel BRIAND)
29/11/2014	Forum mondial des droits de l'homme – Forum co-organisé avec opinion internationale - participation de Benoît THIEULIN et Yann BONNET à une table ronde : Les transformations et nouveaux usages numériques et protection des données à caractère personnel

DÉCEMBRE

02/12/2014	Rencontre avec Xavier NIEL (Benoît THIEULIN, Yann BONNET)
03/12/2014	Rencontre avec France Télévisions : Rémy PFLIMLIN, PDG & Bruno PATINO, DG délégué (Benoît THIEULIN, Yann BONNET)
04/12/2014	Colloque Osons la France – intervention de Benoît THIEULIN sur les ruptures digitales, le principe des conférences TedX et table ronde sur débattre autour du questionnement "Comment agir pour construire la santé de demain ?"
04/12/2014	Intervention à la journée La Toile à Tisser (Re)créons du lien avec le numérique à la demande de la Fonderie (CR IDF) (Valérie PEUGEOT)
04/12/2014	Comité de suivi stratégique – TTIP au Cabinet MAE (Yann BONNET)
09/12/2014	




	Présentation du rapport e-inclusion au Conseil de développement de Loire Atlantique, Nantes (Michel BRIAND)
10/12/2014	CA du Syntec Numérique – intervention de Benoît THIEULIN sur la concertation numérique
10/12/2014	Amnesty : intervention de Benoît THIEULIN à la table ronde Surveillance de masse et respect de la vie privée
11/12/2014	Réunion ministérielle plan numérique à l'école
12/12/2014	Intervention à la journée de lancement de l'Open Dat du Conseil Général des Côtes d'Armor à St brieuc (Michel BRIAND)
17/12/2014	Audition CSSPPCE (Commission supérieure du service public des postes et communications électroniques) sur la concertation – (Yann BONNET)
17/12/2014	Comité de Pilotage du Colloque CPU – Audition du CNNum – (Sophie PÈNE, Somalina PA)
18/12/2014	French Touch de l'Education - Intervention de Benoît THIEULIN sur le sujet "Présentation du rapport Jules Ferry 3.0"

2015

JANVIER

07/01/2015	Petit-déjeuner : concertation nationale (en présence de journalistes)
07/01/2015	Audition DREES ouverture données Santé avec Andre LOTH et Franck VON LENNEP
07/01/2015	Colloque-forum "Réinventer l'alliance sciences société" - ATELIER « Quelles médiations numériques ? réalités, recherches et innovations, débat sur les préconisations des rapports du Conseil national du numérique » - (Michel BRIAND)
07/01/2015	Interview filmée de Benoît THIEULIN sur la neutralité du Net et le droit à l'oubli pour Digital Influencers
07/01/2015 - 09/01/2015	Intervention au colloque-forum « Réinventer l'alliance sciences sociétés », à Paris (Michel BRIAND Valérie PEUGEOT)
08/01/2015	Petit-déjeuner : Thème 4 pour la concertation
08/01/2015	Thierry MANDON, Secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification (Benoît THIEULIN)



08/01/2015	Cabinet Santé avec Anne-Gaëlle JAVELLE sur Articulation Santé / Concertation numérique (Virginie FAUVEL et Alex GADRÉ)
12/01/2015	Rencontre avec Eric FOREST, PDG d'EnterNext
12/01/2015	Interview sur Europe 1 avec Sandrine PRIOUL
13/01/2015	CESE : déjeuner et examen du projet d'avis intitulé « Les données numériques : un enjeu d'éducation et de citoyenneté » (Tristan NITOT, Benoît THIEULIN)
14/01/2015	Emission animée par Hervé GARDETTE à la Maison de la Radio : "Le numérique a-t-il besoin d'un grand planificateur ?" (Tristan NITOT)
15/01/2015	Réunion informelle sur Education au Commissariat Général à l'Investissement (Sophie PÈNE)
15/01/2015	Sénat : Emission La politique c'est Net – sur l'après-attentat sous l'angle de la surveillance du net, de la loi anti-terroriste, de l'avis du CNN etc.
15/01/2015	Interview avec Audrey DUFOUR, journaliste La Croix - sur les annonces de Manuel VALLS concernant le contrôle d'Internet après les attentats contre Charlie Hebdo
15/01/2015	Interview pour la télévision publique japonaise N.H.K : Reportage sur le risque terroriste et internet
15/01/2015	BFM TV - Emission avec Katiana RENARD-BARZACH - sur le terrorisme, les attaques
16/01/2015	Interview de Benoît THIEULIN sur BFM Business avec Hedwige CHEVRILLON
20/01/2015	Interview avec Guillaume BREGERAS, journaliste Les Echos sur la journée contributive à Bordeaux
21/01/2015	Rencontre avec le MEDEF : Geoffroy ROUX DE BEZIEUX & Marc LOLIVIER
22/01/2015	Intervention au Collectif des festivals engagés pour le développement durable et solidaire, à Brest (Michel BRIAND)
22/01/2015	Intervention aux vœux de l'internet (Michel BRIAND)
23/01/2015	Institut Multi-Médias : intervention sur « Open Government Partnership : vers une rénovation de la gouvernance » (Benoît THIEULIN)
23/01/2015	CPU 3.0 - Ateliers contributifs – (Sophie PÈNE, Somalina PA)
26/01/2015	Itw avec Martine FUXA sur les talents numériques et consacrer une double page à la vision du CNum sur ces sujets, interview

- 28/01/2015 Intervention de Benoît THIEULIN sur le numérique et le travail sur "comment travaillerons-nous demain ?"
- 28/01/2015 Rdv avec Fabrice BAKHOUCHE et Emilie CARIOU au Cabinet Culture (Yann BONNET, Benoît THIEULIN)
- 28/01/2015 Commission d'enquête sénatoriale sur les réseaux djihadistes – table ronde sur la propagande terroriste sur Internet (Yann BONNET et Charly BERTHET)
- 29/01/2015 Réunion COM/CNNum à l'Assemblée nationale
- 29/01/2015 Audition de Benoît THIEULIN, Nathalie BLOCH-PUJO et Laurence LE NY par le Médiateur du Livre, Laurence ENGEL, pour son avis sur la conformité des offres d'abonnement à la loi du 26 mai 2011
- 30/01/2015 Rencontre avec Christophe SPOERRY et Nicolas HEBRETEAU, Directeur des relations institutionnelles de Edenred France – sur contributions du CNNum
- 30/01/2015 Réunion du COPIL sur la fiscalité du numérique à France Stratégie (Yann BONNET)

FÉVRIER

- 03/02/2015 Colloque TIC Santé 2015 : "Acteurs de santé, tous connectés - vers une culture numérique partagée" – (Christine BALAGUÉ)
- 03/02/2015 Conseil national de l'ordre des médecins - débat consacré aux « Enjeux de la santé connectée » - intervention de Benoît THIEULIN sur les modalités de la concertation et le lien avec la santé...
- 04/02/2015 Forum national du Très Haut Débit à Brest – intervention du CNNum lors d'une conférence sur le THD au service des politiques publiques locales, notamment comme facteur d'inclusion – (Michel BRIAND)
- 05/02/2015 Interview pour les Cahiers Connexions Solidaires – suite de l'intervention de Benoît THIEULIN au Forum du 27 novembre : les « Cahiers Connexions Solidaires »
- 10/02/2015 Séminaire Franco-Allemand sur le numérique à France Stratégies (Yann BONNET)
- 12/02/2015 Débat TechDays - Big Data : Mariage pour tous ? – (Tristan NITOT)
- 12/02/2015 Assises de la sécurité : "La liberté sur Internet est-elle compatible avec l'économie numérique ?" (Yann BONNET et Camille FRANÇOIS)
- 13/02/2015 CNNum/Séminaire dédié à la concertation à Numa

17/02/2015 Rencontre avec le Cabinet Justice : Nail BOURICHA, Nathalie ANCEL, Benoît HUREL – (Yann BONNET, Charly BERTHET et Judith HERZOG)

MARS

02/03/2015 Sessions 1 et 2 de travail avant la remise du rapport

04/03/2015 ANSSI : groupe de travail "Cybermalveillance" – (Yann BONNET – Somalina PA)

04/03/2015 Public Sénat : Emission le Docu-Débat présentée par Claire BARSACQ

06/03/2015 Emission France culture sur travail et numérique (Christine BALAGUÉ)

09/03/2015 Séminaire de présentation du rapport fiscalité à France Stratégie – (Yann BONNET)

12/03/2015 Barreau de Paris : Rencontre avec Xavier AUTAIN, Délégué du bâtonnier aux Affaires publiques - Nicolas CORATO, Directeur des Affaires publiques du barreau de Paris (Yann BONNET et Charly BERTHET)

13/03/2015 Piloter les données ou mourir, CMIT (Christine BALAGUÉ)

18/03/2015 Séance plénière du Comité de suivi stratégique de la politique commerciale au Cabinet MAE (Yann BONNET)

18/03/2015 Rencontre avec Patrick PAILLOUX, Directeur technique du ministère de la défense – sur le projet de loi renseignement (Yann BONNET)

23/03/2015 Colloque « La donnée n'est pas donnée », Ecole Militaire – Paris (Christine BALAGUÉ)

23/03/2015 Intervention à l'IT Night (Christine BALAGUÉ)


24/03/2015 Audition Projet de Loi Renseignement à l'Assemblée nationale – (Yann BONNET – Charly BERTHET – Judith HERZOG)

24/03/2015 Emission Le Débat du Soir - Radio Notre Dame – sur Renseignement – (Tristan NITOT)

25/03/2015 Rencontre avec Brigitte ABEL, Direction générale du Département de la Seine-Saint-Denis (Yann BONNET et Somalina PA)

26/03/2015 Débat sur le thème du Digital et de l'emploi, autour de la problématique suivante : « Digital : créateur ou destructeur d'emploi ? » - Benoît THIEULIN

27/03/2015 Rencontre avec Jean-Henry MORIN, Professeur – sur Débat National sur le




	Numérique en Suisse (Yann BONNET)
27/03/2015	Forum Entreprendre dans la Culture - table ronde intitulée 'État des lieux et perspectives : la transformation du secteur et ses opportunités' – (Ludovic BLECHER)
30/03/2015	What are the institutional actions to promote data sharing? Colloque France Life Imaging (Christine BALAGUÉ)
31/03/2015	Rencontre avec Gilles BABINET sur les enjeux numériques prioritaires au niveau UE – (Yann BONNET, Mathilde BRAS, Judith HERZOG)
31/03/2015	Elysée : réunion sur la concertation numérique (thème 1) avec Adrienne BROTONS, Chargée de mission innovation, entrepreneuriat - Jean-Jacques BARBERIS, Conseiller conjoncture, financement de l'économie et commerce extérieur - Julien POUGET, Conseiller Industrie - Georges-Etienne FAURE, CT numérique à Matignon et Guillaume PRUNIER, Conseiller innovation au Cabinet MACRON (Yann BONNET, Marie EKELAND, Stéphane DISTINGUIN, Mathilde BRAS)

Liste des réunions tenues depuis mars 2014

MARS

05/03/2014	Réunion des membres du groupe de travail plateformes
06/03/2014	Réunion de bureau
07/03/2014	Réunion plénière
07/03/2014	Réunion de travail groupe de travail éducation
10/03/2014	Réunion d'équipe
13/03/2014	Réunion de bureau
14/03/2014	Audition de Facebook France par le groupe de travail TTIP
18/03/2014	Audition de la SNCF par le groupe de travail TTIP
19/03/2014	TTIP : Audition de GE France par le groupe de travail TTIP
17/03/2014	Réunion d'équipe
17/03/2014	Réunion du groupe de travail TTIP
20/03/2014	Déjeuner travail avec Olivier SICHEL, Groupe Le Guide, Benoit SILLARD, PDG de CCM benchmark Group, et administrateur du Geste, Jean-Pierre



NADIR, PDG fondateur d'Easyvoyages, Pascal THOMAS, PDG de Mappy, Bastien DUCLAUX, PDG fondateur de Twenga, Hervé HATT, PDG de meilleurtaux.com et le groupe de travail plateformes


21/03/2014	Vendredi contributif du groupe de travail éducation « partage des scénarios sur l'enseignement de l'informatique, programmation, littérature »
24/03/2014	Point d'étape santé
24/03/2014	Réunion d'équipe
27/03/2014	Réunion de bureau
28/03/2014	Réunion du groupe de travail plateformes
31/03/2014	Tables rondes #1 du groupe de travail éducation : « Startup »

AVRIL

03/04/2014	Table ronde #2 du groupe de travail éducation : « entrepreneurs sociaux »
04/04/2014	Plénière
09/04/2014	Table ronde #3 du groupe de travail éducation : « Éditeurs »
09/04/2014	Saisine Santé : Séminaire du groupe de travail éducation partie #1
11/04/2014	Réunion de bureau
14/04/2014	Saisine Santé : Séminaire du groupe de travail éducation partie #2
15/04/2014	Table ronde #4 du groupe de travail éducation : « Plateformes »
18/04/2014	Réunion de bureau
25/04/2014	Réunion de bureau
25/04/2014	Table ronde #5 du groupe de travail éducation : « Recherche »
28/04/2014	Entretien à l'Elysée avec Hervé Naerhuysen et le groupe de travail éducation – en présence de Sophie PÈNE, Daniel KAPLAN et Somalina PA

MAI

07/05/2014	TTIP / interview avec Maxime VAUDANO Journaliste - Le Monde.fr
07/05/2014	TTIP : remise du rapport à FLEUR PELLERIN et Conférence de presse au cabinet des affaires étrangères
09/05/2014	Plénière



09/05/2014	Education : réunion de travail
15/05/2014	Réunion de Bureau
16/05/2014	Réunion de travail e-santé
23/05/2014	Réunion de Bureau
30/05/2014	Réunion de Bureau

JUIN

06/06/2014	Plénière à Nantes et table ronde au Web2day
12/06/2014	Réunion de Bureau
19/06/2014	Réunion de Bureau
20/06/2014	Réunion de travail du groupe Education
26/06/2014	Réunion de Bureau

JUILLET

04/07/2014	Plénière
10/07/2014	Réunion de Bureau
18/07/2014	Réunion de Bureau
25/07/2014	Réunion de Bureau

AOÛT

01/08/2014	Réunion de Bureau
08/08/2014	Réunion de Bureau
15/08/2014	Réunion de Bureau
22/08/2014	Réunion de Bureau
27/08/2014	Réunion de travail du groupe éducation
29/08/2014	Réunion de Bureau

SEPTEMBRE

05/09/2014	Plénière
12/09/2014	Réunion de Bureau
12/09/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
19/09/2014	Réunion de Bureau
19/09/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
26/09/2014	Réunion de Bureau
26/09/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA

OCTOBRE

03/10/2014	Plénière
03/10/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
10/10/2014	Réunion de Bureau
10/10/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
17/10/2014	Réunion de Bureau
17/10/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
24/10/2014	Réunion de Bureau
24/10/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
31/10/2014	Réunion de Bureau
31/10/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA

NOVEMBRE

07/11/2014	Plénière
07/11/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
14/11/2014	Réunion de Bureau
14/11/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
21/11/2014	Réunion de Bureau
21/11/2014	RIM à Matignon : Préparation du projet de loi sur le numérique - méthode et calendrier (Yann BONNET)
28/11/2014	Réunion de Bureau
28/11/2014	Lille : 1ère journée contributive de "clôture" du thème 1 de la concertation

DÉCEMBRE

05/12/2014	Plénière
05/12/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
12/12/2014	Réunion de Bureau
12/12/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
16/12/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
19/12/2014	Réunion de Bureau
19/12/2014	RIM : Préparation du projet de loi sur le numérique - premières orientations (Yann BONNET, Somalina PA)
26/12/2014	Réunion de Bureau
26/12/2014	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA


ANNÉE 2015

JANVIER

07/01/2015	RIM Préparation du projet de loi sur le numérique - calage des orientations et préparation du débat à l'Assemblée nationale
08/01/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
09/01/2015	Plénière
09/01/2015	Journée contributive Thème 2 : "Loyauté dans l'environnement numérique" au Conseil de l'Europe à Strasbourg
16/01/2015	Réunion de Bureau
16/01/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
19/01/2015	Journée contributive sur la concertation (thème 3) à Bordeaux
23/01/2015	Réunion de Bureau
23/01/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
30/01/2015	Réunion de Bureau
30/01/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets: Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA

FÉVRIER

04/02/2015	Journée contributive sur la concertation (thème 4) à Nantes
06/02/2015	Plénière
06/02/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
13/02/2015	Réunion de Bureau
13/02/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER,



	Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
15/02/2015	Dîner avec Axelle LEMAIRE et les membres du groupe de travail du thème 2 de la concertation
16/02/2015	Dîner avec Axelle LEMAIRE et les membres du groupe de travail du thème 4 de la concertation
19/02/2015	Dîner avec Axelle LEMAIRE et les membres du groupe de travail du thème 1 de la concertation
20/02/2015	Réunion de Bureau
20/02/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
26/02/2015	Déjeuner avec Thierry MANDON et les membres du groupe de travail thème 3 de la concertation
27/02/2015	Réunion de Bureau
27/02/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA

MARS

06/03/2015	Plénière
06/03/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
13/03/2015	Réunion de Bureau
13/03/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
16/03/2015	Réunion de Bureau
20/03/2015	Réunion de Bureau
20/03/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA
27/03/2015	Réunion de Bureau
27/03/2015	Réunion bimensuelle de synchronisation sur la concertation avec les cabinets : Georges-Etienne FAURE, Boris JAMET-FOURNIER, Bertrand PAILHES, Yann BONNET, Somalina PA

Note budgétaire



MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Paris, le 19 JAN. 2015

SERVICE DES AFFAIRES FINANCIÈRES ET IMMOBILIÈRES
SOUS-DIRECTION DE LA GESTION FINANCIÈRE ET DU CONTRÔLE INTERNE
CENTRE DE PRESTATIONS FINANCIÈRES
120, RUE DE BERCY - TELEDOC 713
75572 PARIS CEDEX 12

Affaire suivie par : Pierrette MAÏCHE
Adresse mail : pierrette.maiche@finances.gouv.fr
Téléphone : 01 53 18 77 80
N°dossier : P218/2015/01/1925

NOTE pour *les destinataires in fine*

Objet : Dotation globale de fonctionnement 2015.

P.J. : 1 tableau
1 annexe

Plus encore que les années précédentes, les ressources consacrées au financement des moyens de fonctionnement des services centraux des ministères économiques et financiers ont sensiblement diminué en 2015. L'exercice de répartition des dotations globales de fonctionnement est donc particulièrement contraint cette année, tant sur l'informatique que la logistique.

Dans ce contexte, vous trouverez en annexe votre dotation élaborée à partir de l'exécution de vos crédits en 2014, déduction faite d'une réserve de 4 %, maintenue au programme, destinée à faire face aux aléas de gestion dûment motivés.

Tenant compte des efforts réalisés au cours des dernières années, ces modalités de calcul sont relativement favorables, dans le contexte budgétaire précité. Le respect des dotations nécessitera néanmoins de poursuivre un pilotage rigoureux et l'approfondissement de toutes les mesures contribuant à diminuer les dépenses de fonctionnement. Je vous en remercie par avance.

Les règles de gestion encadrant ces dotations sont rappelées en annexe.

Mes collaborateurs sont à votre disposition pour toute information complémentaire.

Le Secrétaire général,

Laurent de JEKHOWSKY

CONSEIL NATIONAL DU NUMERIQUE
(CNN)

DOTATION 2015
Proposition de répartition

05/01/2015

	Dotation 2014 notifiée (*)	Dotation 2014 actualisée (**)	Consommation au 31/12/2014 (***)	Dotation 2015
Affranchissement	500	2 025	1 732	1 920
Documentation	2 560	2 816	2 743	2 496
Fournitures de bureau	670	1 453	1 284	960
Frais de mission	51 830	39 972	37 912	51 264
Frais de représentation	39 440	24 463	24 025	26 880
Prestations d'impression	0	0	0	0
Prestations de reprographie	3 000	6 130	5 523	2 880
Prestations linguistiques	1 000	17 430	15 537	2 880
Etudes	1 000	14 030	12 366	0
Gratifications des stagiaires	0	14 860	13 590	0
Sous-Total Logistique	100 000	123 179	114 712	89 280
Informatique	5 236	7 948	6 130	5 249
Total bGF	105 236	131 127	120 842	94 529

(*) La dotation ouverte début 2014 correspondait à 93 % de la dotation initiale hors documentation à 100 %

(**) dont abondement complémentaire

25 179

transfert vers informatique

2 000

(***) Affranchissement, prestations linguistiques et gratifications des stagiaires au 30/11/2014

<http://www.cnnumerique.fr/budget/>

Lettres de saisine

Lettre de saisine sur le volet numérique du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement



LA MINISTRE

Paris, le 25 JUIL. 2013

Nos Réf. : CE/2013/54237/C

Monsieur le Président,

A l'heure où l'Union Européenne et les Etats-Unis s'engagent dans la négociation d'un partenariat transatlantique qui marquera durablement le commerce international, il est important que le Gouvernement puisse disposer de votre avis sur l'impact de ce partenariat dans le domaine du numérique où la France dispose de nombreux atouts.

Si la protection des données personnelles est exclue du mandat, une partie importante de ce partenariat portera sur la convergence réglementaire (harmonisation ou rapprochement des législations, reconnaissance mutuelle des normes...) qui concerne directement le secteur du numérique. Si elle est conduite de manière ambitieuse, elle peut permettre à nos entreprises – et notamment aux PME- d'accroître leurs parts de marché aux Etats-Unis. En revanche, un alignement des normes sur les standards américains pourrait remettre en cause la neutralité des plateformes et la compétitivité de nos entreprises.

C'est pourquoi, conformément aux dispositions du décret du 13 décembre 2012, je souhaite que vous me fassiez part, en tant que de besoin, de vos recommandations tout au long de la négociation qui débute. Le prochain round de négociation se tiendra en octobre et portera sur la feuille de route proposée par la Commission dont vous trouverez le volet numérique en annexe.

Par ailleurs, je vous invite à participer au comité de suivi du partenariat transatlantique que je mets en place.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma meilleure considération.


Nicole BRICQ

Monsieur Benoît THIEULIN
Président du Conseil national du numérique
Bercy international – 14 place des Vins-de-France
75573 Paris cedex 12



139 rue de Bercy - Télédéc 151 - 75572 Paris cedex 12

Lettre de saisine sur la neutralité des plateformes



MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTRE DU REDRESSEMENT
PRODUCTIF

MINISTRE DÉLÉGUÉE, CHARGÉE DES
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,
DE L'INNOVATION ET
DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Paris, le - 3 JUIL. 2019

Monsieur le Président,

Le gouvernement a été interpellé par de nombreux acteurs français de l'économie numérique, au sujet des engagements proposés par Google pour répondre aux inquiétudes de la Commission européenne en matière de concurrence. Fleur PELLERIN a reçu plusieurs de ces acteurs (moteurs de recherche spécialisés, distributeurs, acteurs de la publicité en ligne...) le 17 mai dernier.

Au regard des enjeux soulevés par ce sujet, nous vous demandons d'engager une concertation avec les acteurs français de l'économie numérique sur les engagements proposés par Google à la Commission européenne et d'en publier les conclusions d'ici la fin de l'été.

Par ailleurs, cette procédure fait écho à l'avis du Conseil national du Numérique sur la neutralité du net et notamment à la question de la neutralité des plateformes (moteurs de recherche, réseaux sociaux, etc.). Au-delà de la procédure engagée par la Commission européenne, nous souhaitons donc que le Conseil national du Numérique approfondisse ses réflexions et formule des propositions sur le sujet de la neutralité des plateformes.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre considération distinguée.

Pierre MOSCOVICI

Arnaud MONTEBOURG

Fleur PELLERIN

Monsieur Benoît THIEULIN
Président du Conseil National du Numérique
14, place des vins de France
75012 PARIS

Lettre de saisine sur l'article 9 du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Le Préfet
Directeur du Cabinet

Paris, le 25 juin 2014

Le Préfet,
Directeur du Cabinet

à

Monsieur le président du Conseil national du numérique

Objet : L'article 6 du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme.

P. J. : 1.

Je vous prie de trouver ci-joint l'article 6 du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme.

S'inscrivant dans la continuité du plan de lutte contre la radicalisation violente récemment adopté par le Gouvernement, ce projet de loi a pour objet de combler certaines lacunes, mises en lumière par l'actualité, de l'arsenal juridique français relatif à la lutte contre le terrorisme.

Son article 6 en particulier complète les dispositions de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique afin de prévoir la possibilité, pour l'autorité administrative, de demander aux fournisseurs d'accès à internet de bloquer l'accès aux sites provoquant aux actes de terrorisme ou en faisant l'apologie, à l'instar de ce que le législateur a déjà prévu pour les sites pédopornographiques. Les fournisseurs d'accès seront également astreints à l'obligation de surveillance limitée prévue par la loi du 21 juin 2004.

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 – STANDARD 01 49 27 49 27 – 01 40 07 60 60 ADRESSE
INTERNET : www.interieur.gouv.fr

Conformément à vos attributions définies par le décret n°2012-1400 du 13 décembre 2012, je vous remercie de bien vouloir me communiquer votre analyse sur cet article.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous communiquer toute information utile, afin de permettre l'avancement dans les meilleurs délais, de ce dossier dont le Conseil d'Etat a déjà été saisi et qui figure à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement convoquée à partir du 1er juillet 2014.

Le Préfet,
Directeur du Cabinet


Thierry LATASTE

Lettre de saisine concertation

Le Premier Ministre

Paris, le - 4 SEP. 2014

1348

Monsieur le Président,

J'ai décidé de mobiliser tout le Gouvernement autour du numérique, et d'en faire l'une des priorités de notre action dans l'année à venir.

Le numérique fait désormais partie de la vie quotidienne d'une majorité de Français. Il est porteur de mutations profondes et d'opportunités décisives, dans l'émergence d'une économie nouvelle comme pour la modernisation de nos entreprises. Il renouvelle les modes d'accès et de production de la connaissance, de l'information et de la culture. Il est un formidable outil au service de l'inclusion sociale et territoriale. Le gouvernement doit accompagner ces mutations, et faire du numérique un outil de croissance, de compétitivité, d'éducation, de culture, de justice et d'égalité.

Le numérique représente de surcroît une formidable opportunité de renouvellement de la démocratie, en établissant de nouveaux liens et interactions entre les pouvoirs publics et les citoyens.

Depuis mai 2012, le gouvernement a privilégié une approche pragmatique, lucide et ambitieuse quant à sa politique en matière de numérique, comme outil de la reconquête industrielle et du redressement économique du pays ou en mobilisant ses possibilités pour la simplification et l'amélioration de l'action publique, tout en prenant la mesure des difficultés engendrées dans certains secteurs.

Je souhaite aujourd'hui lancer une démarche qui mobilisera tout le gouvernement, pour placer la France à la tête des nations qui s'approprient les possibilités offertes par le numérique et qui portent des valeurs novatrices en termes de politique publique dans le respect de notre tradition républicaine. La secrétaire d'Etat en charge du numérique, Axelle Lemaire, et le secrétaire d'Etat en charge de la réforme de l'Etat et de la simplification, Thierry Mandon, auront la charge d'animer ce travail interministériel.

Ces questions complexes appellent un large débat au sein de la société. Je souhaite donc que le Conseil national du numérique mène une concertation, jusqu'au début de l'année 2015, pour recueillir et analyser les avis et contributions des citoyens et des acteurs de la société civile, associatifs, économiques et institutionnels sur les besoins et les démarches à adopter en matière de numérique, notamment en ce qui concerne le développement économique, l'innovation, les droits et libertés fondamentaux.

M. Benoît THIEULIN
Président du Conseil National Numérique
5, place des Vins-de-France 75573 Paris Cedex 12

Ce travail devra aboutir à des propositions d'actions pour le gouvernement, mais aussi les entreprises et l'écosystème. Elles pourront trouver une traduction dans la loi nationale, dans des choix stratégiques ou dans des dispositifs opérationnels. Parce qu'internet déborde, par construction, les frontières de notre géographie et de notre législation, la concertation visera également à proposer les positions que la France pourra tenir auprès des instances européennes et internationales. Vous prendrez soin d'identifier clairement dans vos propositions celles qui relèvent de dispositions législatives, d'outils opérationnels, de réglementation européenne ou de stratégie internationale.

Vous pourrez, dans votre démarche, vous appuyer sur les travaux déjà menés par les ministères, en particulier les secrétariats d'Etat en charge du numérique et de la réforme de l'Etat et de la simplification, sur la contribution de la France sur le numérique au Conseil européen d'octobre 2013 ainsi que sur l'étude annuelle du Conseil d'Etat sur « le numérique et les droits fondamentaux » à paraître, sur les pistes d'action proposées par la mission sur la transformation numérique de l'économie menée actuellement par Philippe Lemoine, et sur les propositions de la mission parlementaire sur l'adaptation du service universel des télécommunications confiée au député Fabrice Verdier et au sénateur Pierre Camani.

Vous pourrez notamment concerter sur les problématiques suivantes :

- la protection des données et des communications, droits et libertés publiques à l'heure numérique (renforcement des autorités de protection, simplification de l'accompagnement des entreprises, territorialité, tiers de confiance, confidentialité des communications privées) ;
- les données comme moteur de la transformation de l'action publique et de l'économie, au-delà de la seule transposition de la directive européenne concernant la réutilisation des informations du secteur public (nouveaux services, pilotage des politiques publiques, données d'intérêt public comme le transport, l'énergie ou la santé) ;
- le renforcement de notre économie (transformation numérique des entreprises, économie collaborative, adaptations réglementaires, promotion et encadrement des mégadonnées) ;
- le statut des grandes plateformes numériques (droit de la consommation, droit du commerce et de la concurrence, cybersécurité et protection des données) ;
- la promotion de standards et d'architectures ouverts et interopérables, la neutralité des réseaux ;
- la gouvernance de l'internet et les coopérations internationales ;
- les impacts sectoriels du numérique (éducation, santé, travail, tourisme, culture, transports, etc.).

Vous conduirez ces travaux en lien avec les services des administrations concernées par ces différents volets, et notamment la Direction générale des entreprises, la Direction générale du Trésor et le Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique, et pour les volets européens et internationaux, le secrétariat général des affaires européennes et le ministère des affaires étrangères et du développement international. Vous associerez à vos travaux l'ensemble des administrations susceptibles d'y contribuer.

J'ai toute confiance en la capacité du Conseil National du Numérique à organiser cette concertation de manière exemplaire, ouverte et participative, afin de permettre à tous les acteurs de notre pays de s'approprier les enjeux numériques. Je souhaite que les débats puissent s'engager dès le mois de septembre et s'achever au plus tard à la fin du mois de janvier 2015.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



Manuel VALLS

Listes des personnes auditionnées

Listes des personnes auditionnées sur le volet numérique du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

Stéphane ALISSE, Managing Director, Technology and Services Practice for North America, Ubifrance

Benjamin ANDRE, CEO & Co-Fondateur, Cozycloud

Elisabeth BARGES, Public Policy Manager Innovation, Google France

Anton'Maria BATTESTI, Public Policy Manager, Affaires Publiques, Facebook France

François BLANC, Directeur de Projet – Relations aux acteurs du système électrique (Utilities and Market Stakeholder Relation), ErDF

Nathalie BRAT, chef du pôle numérique à la direction des entreprises et de l'environnement international, Ministère des Affaires étrangères

Jérôme BROUILLET, Adjoint au chef de bureau politique commerciale, Porte-parole au comité politique commerciale « services », Bureau Politique commerciale, OMC et accords commerciaux de l'UE – Multicom 1, Direction générale du Trésor

Christian BUCHEL, Directeur Général Adjoint, Appui Pilotage et relations aux énergéticiens, VicePrésident de l'association des distributeurs européens EDSO for smart grids, ErDF

Ludovic BUTEL, adjoint au chef de bureau, Bureau Politique commerciale, OMC et accords commerciaux de l'UE – Multicom 1, Direction générale du Trésor

François COMET, Adjoint au directeur de la réglementation groupe, Orange

Alain COSTES, Directeur, AFNOR NORMALISATION

Jean-Marie DANJOU, Directeur Général Délégué au Collège Mobile, Fédération Française des Télécoms

Christian DAVIOT, Chargé de mission stratégie, Autorité Nationale de la sécurité des systèmes d'information

Olivier DE BAILLENX, Directeur des relations institutionnelles, ILIAD FREE

Marc DELANDRE, Directeur Services – Direction Stratégie et Grands Projets, Secrétaire général de l'Alliance G3-PLC1, ErDF

Francis DONNAT, Senior Policy Counsel, Head of Policy France, Google France

Mélanie DULONG DE ROSNAY, Visiting Fellow at London School of Economics and Permanent Researcher at CNRS, CREATIVE COMMONS FRANCE

Joris DUMAZER, secteur JUR, propriété intellectuelle, Secrétariat général des affaires européennes

Remi FERRAND, Chargé de la commission internationale, SYNTEC NUMERIQUE

Clara GAYMARD, Présidente et CEO de General Electric France, Présidente de l'American Chamber of Commerce, Membre de la Mission Marque France

Edouard GEFFRAY, Secrétaire général, Commission Nationale Informatiques et Libertés

Sybil de GEOFFROY, Directrice du département nouvelles technologies - Direction stratégique et du développement, SNCF

Florent GOURLAY, Chargé de mission OMC – Europe et Partenariats internationaux, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

Philippe HUBERDEAU, Sous-directeur de l'économie internationale, Ministère des Affaires étrangères

Marc JAMET, Adjoint au chef du secteur ITEC, Télécommunications, société de l'information, recherche, espace et postes, Secrétariat général des affaires européennes

Isabelle JEGOUZO, Secrétaire générale adjointe, magistrate (JAI, protection des données personnelles), Secrétariat général des affaires européennes

Aurélien LAPIDUS, Conseiller auprès du Secrétaire Général, Secrétariat général des affaires européennes

Philippe LAULANIE, Head of Distribution Retail Banking, BNP Paribas

Yves LE MOUËL, Directeur Général, Fédération Française des Télécoms

Marc LOLIVIER, Délégué général, Fédération e-commerce et vente à distance

David MARTINON, Représentant spécial pour les négociations internationales concernant la société de l'information et le développement numérique, Ministère des Affaires étrangères

Lionel MAUREL, conservateur à la BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine) et co-fondateur de l'initiative Savoirs Com1, La Quadrature du Net

Sandrine MONDIN-SIMON, Juriste Nouvelles Technologies et PI - Département Technologies de l'Information et de la Communication, Direction Juridique, Direction Stratégique et du développement, SNCF

Eric MORAND, Chef du département Nouvelles technologies et services, UBIFRANCE San Francisco

Stéphane MOULIERE, Responsable du département transport, énergie et communication, AFNOR NORMALISATION

Alexis NORMAND, Business Developer chargé des relations avec les professionnels de la santé, Withings

Patrick PAILLOUX, Directeur général, Autorité Nationale de la Sécurité des systèmes d'informations

Rodolphe PELLE, Chef du secteur Relations extérieures de l'Union européenne, Secrétariat général des affaires européennes, Secrétariat général des affaires européennes

Aymeric PONTVIANNE, Chef de bureau Bureau de la politique commerciale, de l'OMC et des accords commerciaux de l'Union européenne, Direction générale du Trésor

Marine POUYAT, Affaires juridiques-environnementales, Fédération e-commerce et vente à distance

Christophe RAVIER, Adjoint au Chef de service – Service des Technologies de l'Information et de la Communication, Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

Delphine REYRE, Director of Policy, France and Southern Europe, Facebook France

Maurice RONAI, expert des politiques numériques publiques, auteur de documentaires et ingénieur de recherche français, commissaire à la Commission nationale de l'informatique et des libertés

Jean-Renaud ROY, Délégué aux relations institutionnelles, SYNTEC numérique

Alain VIALIX, Directeur, Public Affairs strategic initiatives, ALCATEL-LUCENT

Yoann SPICHER, en charge des campagnes et de la communication, La Quadrature du net


Yves TYRODE, Directeur général de VOYAGES-SNCF.COM

Estelle WERTH, Global Privacy Officer, CRITEO

Jérémy ZIMMERMANN, porte-parole à plein-temps de l'association, anciennement ingénieur-consultant en technologies collaboratives, La Quadrature du Net

Listes des personnes auditionnées sur la neutralité des plateformes

Andrew CECIL ; Amazon
Jaymeen PATEL ; Apple
Christian GUENOD, Hichem MILED, Laurent TOUSTOU, Nadia TRAINAR ; ARCEP
Laurent BINET, Liza BELLULO, Sylvain MOLL ; Autorité de la concurrence
Alain BENSOUSSAN, Eric BARBRY ; Cabinet Bensoussan
Pierre SAUREL ; Cabinet Eidetix
Olivier COUSI ; Cabinet Gide Loyrette Nouel
Gérard HAAS ; Cabinet Haas
Henri DE LA MOTTE ROUGE ; Cabinet La Motte Rouge
Ariane MOLE ; Cabinet Bird & Bird,
Dounia ABABOU ; Cabinet Wilkie & Farr
Julia CHARRIE ; Cabinet Ministériel
Gildas de MUIZON, Cabinet Microéconomix
Françoise COLAITIS ; CapDigital
Monica BECKER ; CEPC
Stéphane GREGOIRE ; CNIL
Godefroy DANG NGUYEN ; Collège d'Europe Télécom Bretagne, GIS M@rsouin
Benjamin ANDRE ; Cozycloud
Brice ALLIBERT ; DG COMPETITION
Juan Michel SANTIAGO, Pierre CHAMBU ; DGCCRF
Jehanne RICHET ; Direction générale du Trésor
Ben EDELMAN ; Harvard Business School
Alexandre WOOG ; E-loue
Jean-Pierre NADIR, Hervé LEMOINE ; Easyvoyage
David JONGLEZ ; ESRI
François BOURDONCLE ; Exalead
Delphine REYRE ; Facebook
Thierry PENARD ; Faculté de sciences économiques, Université Rennes 1
Marine POUYAT ; FEVAD
Jean-Marie DANJOU, Jean-Marie LE GUEN ; FFT
Aurélie ANDRIEUX, Frédérique GIAVARINI ; Fnac
Philippe YONNET ; SEO Camp
Diagne RAMA, Maxime JAILLET, Xavier FILLIOL ; GESTE
Adam COHEN, Fabien CURTO-MILLET, Francis DONNAT, Clément WOLF ; Google
Jean-Luc FECHNER ; Groupe Casino
Claude PENICAND ; Institut national de l'information géographique et forestière
Jean-François ABRAMATIC, Stéphane FRENOT, Stéphane GRUMBACH ; INRIA
Chloe MARTIN ; Internet Memory
Clément FELD ; La Fourchette
Olivier SICHEL ; Le Guide
Alexandre COLLINET ; Le BonCoin
Diane LARRAMENDY ; Lelynx
Jean-Luc ARCHAMBAULT ; Lysios Public Affairs
Loïc GOURLAOUEN ; M6
Pascale LUCIANI BOYER ; Membre élue CNNum



Marc MOSSE ; Microsoft
Isabelle GALY ; Open Coffee Paris
Antoine GOUNEL ; Open Graphy
Gaël MUSQUET ; Open Street Map
Florence KRAMER ; Orange
Dominique CARDON ; Orange Labs
Pascal PERRI ; PNC Conseil
Eric LEANDRI ; Qwant
Eric RAVY ; SNCF
Antoine SPADONI ; Social Shaker
Alexandre DE TOURTIER, Christophe LEBLANC, Marine PUJAS ; Solocal, Pascal THOMAS ; Solocal Mappy
Hélène CHARTIER ; SRI – IAB
Patricia DULISCOUET ; Storylab
Patrick HAYERE ; Supélec
Thomas GUILLAUMIN ; Sushio
Céline BOUYER ; Synhorcat
Laurent GILLE ; Telecom Paris tech
Laurent BENZONI ; Tera Consultants
Bruno JULIEN, Estelle MALAVOLTI ; Toulouse School of Economics
Bastien DUCLAUX, Marie Sophie MORAWÉ ; Twenga
Hanae BISQUERT, Laura BOULET ; UDA
Bertrand BEAUDICHON, Françoise ; CHAMBRE UDECAM
Antoine AUTIER ; UFC Que Choisir

Listes des personnes auditionnées sur l'article 9 (devenu article 12) du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme


ARTIGUELONG Maryse, Membre du comité central de la Ligue des droits de l'Homme, représentante de l'Observatoire des libertés numériques
BAUER Alain, Professeur de criminologie, consultant en sécurité
BOCCIARELLI Eric, Secrétaire général du Syndicat de la Magistrature, représentant de l'Observatoire des libertés numériques
CHARMET-ALIX Adrienne, Coordinatrice générale de la Quadrature du Net, représentante de l'Observatoire des libertés numériques
DELETANG Agnès, Magistrat conseillère auprès du Conseil national du renseignement
FERAL-SCHUHL Christiane, ancien bâtonnier du Barreau de Paris, co-présidente de la Commission Droits et libertés à l'âge du numérique de l'Assemblée nationale
GEORGES Marie, représentante de l'Observatoire des libertés numériques
GHIBELLINI Julie, Administratrice à l'Assemblée nationale
GUERCHOUN Frédéric, Directeur juridique de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL)
LACOMBE Stéphane, Chef de projet et consultant pour l'Association française des victimes du terrorisme
MANACH Jean-Marc, Journaliste d'investigation

MOURTON Mathieu, Administrateur à l'Assemblée nationale
QUÉMENER Myriam, Avocat général près la Cour d'appel de Versailles
RABENOU Jérôme, Adjoint au directeur général délégué aux contrôles et aux systèmes d'information de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL)
TRÉVIDIC Marc, Juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Paris au pôle antiterrorisme
WARUSFEL Bertrand, Avocat spécialisé sur les questions de sécurité, professeur à l'université Lille 2
WIEVORKA Michel, Sociologue spécialisé dans le terrorisme
ZABULON Alain, Coordinateur national du renseignement

Listes des personnes auditionnées pour le rapport “Jules Ferry 3.0, Bâtir une école créative et juste dans un monde numérique”

Nicolas HERNANDEZ ; 360learning
Hervé BORREDON ; AFINEF - ITOP
Lionel LARQUE ; Alliance science société
Claude TRAN, Marcel DESVERGNE, Michel GUILLOU, Michelle LAURISSERGUES ; An@é Acteurs-écoles.fr
Marie-Laure DARIDAN ; Apple, Government Affaires, Senior Manager
Nathalie LASSIRE ; Apple, Strategic Account Manager, Direction Education
Murielle SZAC, Sylvie DESSALLES ; Bayard
Sylvie MARCE ; BELIN
Anne LECHENE ; Bic Education
Jennifer ELBAZ ; BrainPop
Anna SORAVITO, Muy CHENG PEICH ; BSF - Bibliothèques sans Frontières
Jean-Marc MERRIAUX ; CANOPE
Vincent MINIER ; CEA, astrophysicien
Hélène SERVEILLE ; CGEIET
Camille FRANÇOIS ; Chercheur
Christophe DOLINSEK ; CISCO - Networking academy
Serge BERGAMELLI ; CNED
Clarisse HERRENSCHMIDT ; Collège de France, archéologue, helléniste et linguiste
Patricia DELPLANQUE ; Consultante Innovation, Communication
Elie ALLOUCHE ; CRDP Créteil
François TADDEI ; CRI
Odile COPPEY ; Delegation académique Val de Marne
Blandine RAOUL-REA ; DGESCO
Thierry DEBARNOT ; Digischool
Lionel URDY ; E2C - Ecole de la deuxième chance
Kwame YAMGNANE ; Ecole 42
Sophie VIGNERON, Emmanuel TORRENS ; Editis
Serge POUTS LAJUS ; Education et territoires
Jean-Marc NOUREL ; EdukLab
EHESS, épistémologue Jean Lassègue

Ange ANSOUR, Alexandre ACOU, Guy BERREHAR, David ROCHE, Sébastien DUBOURG, Virginie SHIPLEY ; Enseignants
Monique ARGOUALCH ; Enseignant (classe relais)
Jean-Pierre ARCHAMBAULT ; EPI
Emmanuel CARLI ; EPITECH
Marianne SOUCHON ; ESENESE
Christophe THOMAS ; Forum Education Science Culture
Alexis KAUFFMANN ; Framasoft
Benjamin LEVY ; Gymglish
Guillaume SCOTTEZ ; Hachette
Alexandre DANA ; Hello Mentor
Divina FRAU MEIGS ; ICANN - EHESS
Jacques FRADIN ; Institut de Médecine Environnementale, Laboratoire de Psychologie & Neurosciences (Paris)
Stéphanie VINCENT ; Kids coding club
Antoine AMIEL ; Learn Assembly
Margaux PELEN ; Local Academy
Claude TEROSIER, Sébastien LOUIT ; Magic Makers
Anna ANGELI ; Mairie du Pré Saint Gervais
Thierry DE VULPILLIERES ; Microsoft
Gilles BRAUN ; Ministère de l'Education nationale
Michèle DRESCHLER, Jean-Louis DURPAIRE ; Ministère de l'Education nationale, IGEN
Vanessa DUBRAY ; MLDS
Laetitia GRAIL ; MyBlee
David MEULEMANS ; Néodomia - Forges de Vulcain
Bastien GUERRY ; OLPC
Mathieu NEBRA ; OpenClassRoom
Rayna STAMBOLYSKA ; Open Knowledge Foundation /projet Savanturiers
Dominique CARDON ; OrangeLabs, sociologue
Maxime LATHUILLIERE ; OuiShare
Edouard TRUCY, Guillaume CABOCHE ; Pandacraft
Laurence BEE ; Parents 3.0
Tamer EL AIDY ; Les Petits Débrouillards
Jean-Pierre ARCHAMBAULT ; President EPI - Rapport Acad Sciences
Stéphanie DE CHALVRON ; Psychologue Clinicienne formée aux Thérapies Cognitivo-Comportementales
Clément AUMENIER ; Salon du Livre et de la presse pour la jeunesse
Pierre-Carl LANGLAIS, Silvère MERCIER ; SavoirsCom1
Pascale GELEBART ; Savoir Livre
David MARQUES, Jérôme FABRY ; SGMAP
Erwann KEZZAR ; Simplon.co (co-fondateur)
Aladine ZAÏANE, André BAUDIN-LAURENCIN, Jean-Rodriguez KINOUANLI, Michael FOZEU, Roxana RUGINA, Yan ABASHIN, Yassin AGHANI ; Simplon.co (élèves)
Florence RIZZO ; SynLab
Déborah ELALOUF ; TRALALERE
Muriel EPSTEIN ; TRANSAPI
Giuseppe LONGO ; Ulm mathématicien



Franck CORMERAIS ; Université de Bordeaux, sciences de l'information et de la communication
Hervé LE CROSNIER ; Université de Caen
Jean-Pierre GIRARD ; Université de Lyon, archéologue
Yannick PRIE ; Université de Nantes, informaticien
Pierre MOEGLIN ; Université Paris 13
Georges Louis BARON ; Université Paris 5
Stéphanie DE VANSSAY ; UNSA
Bruno BACHIMONT ; UTC, Directeur de la recherche, informaticien
Serge BOUCHARDON ; UTC, Sciences de l'information et de la communication
Victor PETIT, UTT, postdoctorant, philosophie
Olivier VIGNAUX ; Web Education
Sophie VIGER ; Web@cademie


Listes des contributeurs, participants et intervenants de la concertation nationale sur le numérique

Les contributeurs

Retrouvez l'ensemble des contributeurs de la plateforme de la concertation sur :
<http://contribuez.cnnumerique.fr/participants>

Les ateliers relais


Numa Paris
Groupe Laposte
Centrale Numérique
BPI France
La Cantine numérique brestoise, Brest Métropole océane, la Ville de Brest et Mégalis Bretagne
Agora Nanterre
SavoirsCom1
France Stratégie
Le Conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement de La Réunion et Solidarnum
ARTIC MRST, Saint Denis de la Réunion
Télécom Paris Sud et Télécom Ecole de Management
e-magine, la FING et les territoires Rhône-Alpes et Auvergne
Conférence des Présidents d'Université
Martine Sousse et Marin Guarrigues à La Boate Marseille
Voeux de l'Internet à Angoulême, Nice et Paris
Club de la Presse
le Député Bertrand PANCHER (député), en visio depuis Buxerolles
Atlanpole et Datalab
Minatec à Grenoble
Les Petits Débrouillards
After Work Grand Est



Décider ensemble
HEC Paris
LorNtech
LIFT Marseille
Maison des initiatives citoyennes
Cap Digital
Groupement des professionnels du numérique Centraliens
PROTO 204
SGMAP, semaine de l'innovation publique
Open Law - le droit ouvert
Les Entretiens de Varsovie
Arignon et EGB Summit on Digital Innovation
Université de Perpignan Via Domitia
IEP Lille, Audencia Nantes et le SGMAP
Congrès des Maires de France
Le café du web de Thonon les Bains

Les pitchers


ROSSARD Jacques ; Adopt a CTO
Prêtet Vincent ; 33entrepreneurs
BAZIN Kilian ; Toucan Toco
RICOUR Neuville ; Ouistock
ROHOU Olivier ; e-Lamp
DELEPIERRE Chris ; impression 3D
DE TAEYE Nicolas ; Capgemini
DE TILLY Léonard ; FundShop
MASSONIE Arnaud ; FiftyFive
TOURNEUR Jordan ; Ozzers
LANGE Romain ; Cibul
EYMENIER Florette ; Simplon.co Lille
PETIT Thierry ; Showroom "Privé
OLLIER Richard ; Giroptic
CHETELAT Gilles ; Stickyads
BELLI Luca ; l'IGF
MACIEL Marília ; La Marco Civil
MOSSE Marc ; Microsoft
CHARME-ALIX Adrienne ; La Quadrature du Net
ROY Hugo ; FSFE,TOS;DR
Krameyer Nicolas ; Amnesty International
Zarcate Olivia ; Imagidroit
Kempf Jean-Baptiste ; VLC
Aïdan Pierre ; Legal Start
BENOIST Olivier ; Lighthouse Europe
NAPPEY Alexandre ; Université de Strasbourg, OPMI
AVILA Renata ; The Web foundation
BENSOUSSAN Alain ; Alain Bensoussan Avocats
Bonis Pierre ; AFNIC



GILLIARD Armelle ; Open data France
BOYE Julien ; Jaidemaville
LAGE Cyril ; Démocraite ouverte
CAUCHI Fabien ; Syntec numérique
BOS Frédéric ; IUT de Bordeaux
Etudiants de Sciences Po Lille ; Sciences Po Lille
GOUBE François ; Cogniteev
GILLIARD Laurent-Pierre ; Aquitaine Europe Communication
LAURENT Nathalie ; direction des Systèmes d'information du Conseil Général de Gironde
Catherine ANTERRIEU ; marché de Raymond
Alexandre VALLETTE & Romain CRESTEY ; Ants builder
Jérôme DUPRE ; Negostice
Jeanne-Marie LAURENDEAU ; La Ruche qui dit Oui !
Olivier JAMAULT ; CashWay
Eric VAN DEN BROEK ; Mutinerie
Anne RABOT ; Brigeek
Pierre LANGLAIS ; Mes droits, mon avocat
Patricia LEMARCHAND ; Université de Nantes
Olivier TIZIO ; Citeez
Cédric HOUSSIN ; FixMaVille

Les intervenants externes des journées contributives

Pierre de SAINTIGNON, Président d'EuraTechnologies, Premier Vice-Président de la Région Nord-Pas de Calais et Premier Adjoint au Maire de Lille ; (intervention)
Philippe LEMOINE, Président du Forum d'Action Modernités et Président de la Fondation internet nouvelle génération ; (intervention)
Axelle LEMAIRE, Secrétaire d'Etat au Numérique ; (intervention)
Jan KLEIJSEN, Directeur Société de l'information et la lutte contre la criminalité, Conseil de l'Europe ; (intervention)
Isabelle FALQUE-PIERROTIN, Présidente de la CNIL ; (intervention)
Jacques TOUBON, Défenseur des droits ; (intervention)
Catherine TRAUTMANN, Vice-Présidente, Communauté urbaine de Strasbourg (intervention)
Alain JUPPE, Maire de Bordeaux ; (intervention)
Thierry MANDON, Secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification, auprès du Premier ministre ; (intervention)
Virginie CALMELS, Adjointe au Maire de @Bordeaux et Chef d'entreprise (SHOWer Cy, Présidente du CS Eurodisney, Administratrice Iliad (Free), Technicolor) ; (intervention)
Johanna ROLLAND, Maire de Nantes, Présidente de Nantes Métropole ; (intervention)
François REBSAMEN, Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social ; (message)
Myriam EL KHOMRI, Secrétaire d'État auprès du ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, chargée de la Politique de la ville ; (intervention)
Isabelle ZELLER, Directeur Mission Région Numérique et Directeur Adjoint Recherche Enseignement Supérieur Santé au CR NPDC ; (atelier)



Thierry DEMOL, Responsable Recherche & Développement du CITC-EuraRFID ; (atelier)
Hervé HENRION, CNC DH ; (atelier)
Geoffrey DELCROIX, CNIL ; (atelier)
Clarisse GIROT, CNIL ; (atelier)
Philippe DEFRAIGNE, Cullen International ; (atelier)
Karine de KRESCENZO, UFC Que Choisir ; (atelier)
Jean-François ABRAMATIC, W3C/Inria ; (atelier)
Julien DAUBERT, CEO à 10h11 ; (atelier)
Laure LUCCHESI, Etalab ; (atelier)
Amélie BANZET, Chef de projet à Etalab ; (atelier)
Olivier DUBOS, Professeur de droit public à l'Université de Bordeaux Montaigne ; (atelier)
Pascale AVARGUES, Directrice générale de l'innovation numérique et des systèmes d'information à la Mairie de Bordeaux ; (atelier)
Alain TURBY, Mairie de Carbon-Blanc ; (atelier)
Elie SLOIM, président de Temesis ; (atelier)
Jean-Noël OLIVIER, Directeur de la sécurité de l'information à la mairie de Bordeaux ; (atelier)
Bernard Le FALHER, Responsable d'animation à Atlanpole ; (atelier)
Marie-Pierre L'HOPITALIER, Avocate chez LANGLAIS-MPL ; (atelier)
Antonin LEONARD, Co-fondateur du collectif OuiShare ; (atelier)
Walter BONOMO, Président de TV Rézé ; (atelier)
Julien BELLANGER, Membre de l'association PiNG ; (atelier)
Anne-France DE SAINT-LAURENT KOGAN, Chercheuse à l'école des Mines de Nantes ; (atelier)
Sébastien CANET, Gérant - responsable administratif et financier chez AB2 ; (atelier)

Sources et liens utiles

Décrets et arrêtés

Décret n°2011-476 du 29 avril 2011 portant création du Conseil national du numérique
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023928752&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2012-1400 du 13 décembre 2012 relatif au Conseil national du numérique
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026767396>

Décret du 17 janvier 2013 portant nomination au Conseil national du numérique
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026954791>

Arrêté du 4 avril 2013 portant nomination des membres de la formation élargie du Conseil national du numérique
http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20130423&numTexte=68&pageDebut=07109&pageFin=07109

Volet numérique du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement

Portail web
<http://www.cnnumerique.fr/ttip/>

Avis & Rapport
<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/TTIP-Avis-FR.pdf>

Communiqué de presse
http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/2014-05-07_CP-remise-rapport-TTIP-CNNum.pdf

Dossier de presse
http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/2014-05-07_Remise-rapport-CNNum-TTIP_Dossier-de-presse.pdf

Support de la conférence de presse
http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/2014-05-06_ttip-support-confe%CC%81rence-de-presse2.pdf

Avis & Rapport en anglais
<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/Version-web-ANGLAIS-19.05.pdf>

Avis & Rapport en italien

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/Version-web-ITALIEN-07.051.pdf>

Avis & Rapport en espagnol

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/Version-web-ESPAGNOL-07.051.pdf>

Avis & Rapport en suédois

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/Version-web-SUE%CC%81DOIS-07.051.pdf>

Avis & Rapport en allemand

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/05/Version-web-ALLEMAND-07.05.pdf>

Présentation en anglais du rapport à la Représentation permanente de la France à Bruxelles, avec le Comité de Politique Commerciale Services (représentants des 28 Etats membres préparant les positions sur la partie services)

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/2014-06-04_TTIP-RP-UE-CNNum-presentation.pdf

Site de la Commission européenne

<http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/>

Site du Parlement européen

http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/about-ttip/index_fr.htm

Site du Ministère du commerce extérieur <http://www.commerce-exterieur.gouv.fr/projet-partenariat-transatlantiquen>

Site du Bureau du représentant américain au commerce (Office of the U.S. Representative)

<http://www.ustr.gov/ttip>

Trade Promotion Authority Bill Text (ou “Bipartisan Congressional Trade Priorities act of 2014”). 113e Congrès. Seconde session

<http://www.finance.senate.gov/imo/media/doc/TPA%20bill%20text.pdf>

Notification du Représentant au commerce des Etats-Unis adressée au Congrès américain le 20 mars 2013 [http://www.laquadrature.net/wiki/images/6/66/TAFTA -](http://www.laquadrature.net/wiki/images/6/66/TAFTA_-_US_Gov_Notification_Letter.pdf)

[_US Gov Notification Letter.pdf](http://www.laquadrature.net/wiki/images/6/66/TAFTA_-_US_Gov_Notification_Letter.pdf)

U.S. Objectives, U.S. Benefits In the Transatlantic Trade and Investment Partnership: A Detailed View. Bureau du représentant américain au commerce. Mars 2014

<http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2014/March/US-Objectives-US-Benefits-In-the-TTIP-a-Detailed-View>

Accord général sur le commerce des services (Annexe 1B de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce)

http://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/26-gats.pdf

Accord de libre-échange entre la Corée du Sud et les Etats-Unis <http://www.ustr.gov/trade-agreements/free-trade-agreements/korus-fta/final-text>

Accord commercial anti-contrefaçon (rejeté par le Parlement européen le 4 juillet 2012)

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2011/may/tradoc_147937.pdf

Recommandations du Groupe de travail à haut niveau sur l'emploi et la croissance du 11 février 2013. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/february/tradoc_150519.pdf

Consultation des entreprises françaises en vue de l'ouverture des négociations relatives au TTIP lancée par le Ministère du commerce extérieur. 25 mars 2013

<http://proxypubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/14598.pdf#page=3>

Etude d'impact du TTIP diligentée par la Commission : Reducing Transatlantic Barriers to Trade and Investment. An Economic Assessment. Center for Economic Policy Research, London. Mars 2013.

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/march/tradoc_150737.pdf

Evaluation de l'analyse d'impact de la Commission par le Parlement européen. Direction Générale des politiques internes de l'Union européenne. Avril 2013.

http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/note/join/2013/507504/IPOL-JOIN_NT%282013%29507504_FR.pdf

Regards croisés sur le développement international de l'e-commerce. Fédération du e-commerce et de la vente à distance (FEVAD). Conférence plénière - Monaco. 20 et 21 mars 2013.

Rapport de Claude Revel. Développer une influence normative internationale stratégique pour la France. 31 janvier 2013.

<http://proxypubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/14133.pdf>

Promoting cross-border data flows : priorities for the business community. Google, Microsoft, Citi, IBM, Intel, MasterCard, Oracle, Verizon, Visa, NFTC (National Foreign Trade Council), ACLI (American Council of Life Insurers), etc.

<http://www.nftc.org/default/Innovation/PromotingCrossBorderDataFlowsNFTC.pdf>

Digital Economy and Cross-Border Trade : The value of Digitally-Deliverable Services. U.S. Department of Commerce's Economics and Statistics Agency (ESA). 27 janvier 2014.

No Transfer, No Trade - the Importance of Cross-Border Data Transfers for Companies Based in Sweden. Kommerskollegium - National Board of Trade. Janvier 2014.

http://www.kommers.se/Documents/dokumentarkiv/publikationer/2014/No_Transfer_No_Trade_webb.pdf

Neutralité des plateformes

Portail web

<http://www.cnnumerique.fr/plateformes/>

L'avis et le rapport

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/CNNum_Rapport_Neutralite_des_plateformes.pdf

Communiqué de presse du CNNum

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/2014-06-12_CP_Remise_Plateformes.pdf

Communiqué de presse des ministres

<http://proxy-pubminefi.diffusion.finances.gouv.fr/pub/document/18/17584.pdf>

Dossier de presse

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/Dossier-presse-CNNum.pdf>

Support utilisé lors de la conférence de presse

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/1.-Slides-Remise-Plateforme.pdf>

Avis & Rapport en anglais

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/PlatformNeutrality_VA.pdf

Avis & Rapport en italien

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/CNNum_NP_IT.pdf

Avis & Rapport en espagnol

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/Neutralidad-de-las-plataformas-ESP.pdf>

Avis & Rapport en allemand

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/CNNum_NP_ALL.pdf

Compte-rendu du premier vendredi contributif le 12 juillet 2013 : Feuille de route et identification des controverses + Annexes

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/09/compte-rendu-du-vendredi-contributif-du-12-juillet-2013.pdf>
<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/09/Annexes.pdf>

Compte-rendu du second vendredi contributif le 10 octobre 2013 : dialogue entre Google et les acteurs de l'écosystème

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/11/CRVC_10.10_PDFTOWORD.pdf

Compte-rendu du troisième vendredi contributif le 8 novembre 2013 : Analyses juridique et économique d'Alain BENSOUSSAN (avocat) et Godefroy DANG NGUYEN (économiste)

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/11/Plateformes_CRVC_8.11_V1JHBCMBrevuBensoussan.pdf

Compte-rendu du quatrième vendredi contributif le 22 novembre 2013 : Consultation des acteurs publics impliqués sur le sujet plateformes (Commission européenne, Autorité de la Concurrence, ARCEP, CEPC, IGN)

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/11/Plateformes_CRVC_22.11_JHBV4.pdf

Synthèse des auditions du 4 octobre, 22 octobre et 15 novembre 2013

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/11/Plateformes_CRExperts_V3JHBDMB.pdf

Engagements proposés par Google à la Commission européenne, dans le cadre de l'enquête préliminaire lancée en 2010 concernant le moteur de recherche

http://ec.europa.eu/competition/antitrust/cases/dec_docs/39740/39740_8608_5.pdf

Article 9 du projet de loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme

Portail web

<http://www.cnnumerique.fr/terrorisme/>

L'avis

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/2014-07-15_CNNum_Avis3-2014-TerroNum.pdf

Le communiqué de presse

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/2014-07-15_CP-Avis-CNNum-TerroNum.pdf

Les éléments de réponses et pistes d'évolutions du Ministère de l'Intérieur

<http://www.interieur.gouv.fr/Actualites/L-actu-du-Ministere/Projet-de-loi-renforçant-les-dispositions-relatives-a-la-lutte-contre-le-terrorisme-reponse-du-ministere-de-l-Interieur-suite-a-la-publication-de-l-avis-du-Conseil-National-du-Numerique>

Avis en anglais

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/PlatformNeutrality_VA.pdf

Avis en italien

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/CNNum_NP_IT.pdf

Avis en allemand

<http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/2014-3-Terrorismusbek%C3%A4mpfung.pdf>

Compte-rendu de l'audition de Marc TRÉVIDIC

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/Audition_Marc-Tr%C3%A9vidic_Terrorisme.pdf

Compte-rendu de l'audition d'Eric BELLEMIN-CONTE, Agnès DELETANG et Alain ZABULON

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/Valid%C3%A9-Audition_-Bellemin-Comte-Deletang-Zabulon_Terrorisme.pdf

Compte-rendu de l'audition des représentants de l'Autorité de régulation des jeux en ligne (ARJEL)

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/Audition_ARJEL_Terrorisme.pdf

Compte-rendu de l'audition de Maître Christiane FÉRAL-SCHUHL

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/Audition_Christiane-F%C3%A9ral-Schuhl_Terrorisme.pdf

Compte-rendu de l'audition de Jean-Marc MANACH

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/Audition-Jean-Marc-Manach_Terrorisme.pdf

Compte-rendu de l'audition des représentants de l'Observatoire des libertés et du numérique

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/06/Audition_Observatoire-des-libert%C3%A9s-et-du-num%C3%A9rique_Terrorisme.pdf

Compte-rendu de l'audition de Bertrand WARUSFEL

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/Audition_Bertrand-Warusfel_Terrorisme.pdf

Compte-rendu de l'audition de Michel WIEVORKA

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/07/Audition_Michel-Wievorka_Terrorisme.pdf

Quilliam, Jihad Trending: A Comprehensive Analysis of Online Extremism and How to Counter it, Ghaffar HUSSAIN and Dr. Erin Marie SALTMAN, May 2014

<http://www.quilliamfoundation.org/wp/wp-content/uploads/publications/free/jihadrending-quilliam-report.pdf>

Résumé : <http://www.quilliamfoundation.org/wp/wp-content/uploads/publications/free/djihad-trendingsur-internet.pdf>

Rapport d'information n°3336 du 13 avril 2011 de MM. Corine ERHEL et Laure DE LA RAUDIÈRE sur la neutralité de l'Internet et des réseaux

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i3336.asp>

Rapport n°2000 du 4 juin 2014 sur la proposition de loi n°1907 de MM. Guillaume LARRIVÉ, Eric CIOTTI, Philippe GOUJON et Olivier MARLEIX renforçant la lutte contre l'apologie du terrorisme sur Internet

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rapports/r2000.asp>

Report and Recommendations of The President's Review Group on Intelligence and Communications Technologies, Liberty and Security in a changing world, 12 December 2013 :

http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/docs/2013-12-12_rg_final_report.pdf

Aconite Internet Solutions, Internet blocking: balancing cybercrime responses in democratic societies, Cormac CALLANAN (Ireland), Marco GERCKE (Germany), Estelle DE MARCO (France), Hein DRIES-ZIEKENHEINER (Netherlands), October 2009

http://www.aconite.com/sites/default/files/Internet_blocking_and_Democracy.pdf

Synthèse en français :

http://www.laquadrature.net/files/Filtrage_d_Internet_et_d%C3%A9mocratie%20-%20R%C3%A9sum%C3%A9%20Principal_1.pdf

Rapport “Jules Ferry 3.0, Bâtir une école créative et juste dans un monde numérique”

Portail web

<http://www.cnnumerique.fr/education-2/>

L'avis et le rapport

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/10/Rapport_CNNum_Education_oct14.pdf

L'avis et le rapport en anglais

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2015/04/CNNum_Jules-Ferry-3.0_oct14_EN.pdf

Communiqué de presse

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/10/Rapport_CNNum_Education_oct14.pdf

Dossier de presse

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2014/10/Rapport_CNNum_Education_oct14.pdf

Annexes (Liste des participants, synthèses des sessions contributives, synthèses des tables rondes, contributions écrites reçues, contributions « express » des participants, initiatives, projets, associations, mesures mentionnées par les contributeurs, bibliographie)

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2013/10/Annexes_JulesFerry30.pdf



Concertation nationale sur le numérique

La plateforme en ligne de la concertation

<https://contribuez.cnnumerique.fr/>

L'ensemble des ressources de la concertation (synthèses des contributions, comptes-rendus et vidéos des journées contributives, etc.) sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://contribuez.cnnumerique.fr/actualite/les-6-mois-de-la-concertation-nationale-%E2%80%99Cambition-num%C3%A9rique%E2%80%99D-en-data>

Conseil national du numérique

5 place des vins de France

75537 Paris Cedex 12

info@cnnumerique.fr - 01 53 44 21 25

www.cnnumerique.fr

Contact presse :

Yann Bonnet - presse@cnnumerique.fr

